

**#UCLGMeets**

# **Rapport général des réunions du Conseil mondial 2024 de CGLU**

8-10 octobre 2024, La Haye

**Construire le nouvel agenda de  
la paix pour les futures générations**





**UCLG  
CGLU**

**CONSEIL MONDIAL  
L A H A Y E  
8–10 octobre 2024**

**Construire le nouvel agenda de  
la paix pour les futures générations**

## **Index**

Point 1 : Résumé des décisions

Point 2 : Rapport des principales décisions des réunions statutaires

Point 3 : Résultats des débats politiques du Conseil mondial

Point 4 : Adhésions approuvées

Point 5 : Calendrier des événements clés 2024-2025

## Point 1

### Résumé des décisions

#### ➤ **M. Van Zanen, président de CGLU jusqu'en 2025**

L'accord conclu lors du Congrès mondial de Daejeon a mandaté le leadership de CGLU pour prendre la forme d'une Présidence collégiale, avec la maire de Montevideo, Mme Carolina Cosse, le maire de Konya, M. Uğur Ibrahim Altay, le maire de La Haye, M. Jan Van Zanen, et le maire de Daejeon, M. Lee Jang-Woo, assumant le poste de président·e de CGLU pour chaque année.

Le Conseil mondial de La Haye a vu le maire de Konya, qui a été président pour l'année 2024, passer le relais au maire de La Haye, qui guidera l'Organisation jusqu'en 2025.

Le maire de Konya, dans son discours d'ouverture au Conseil mondial, a rappelé qu'en dépit du contexte difficile, CGLU continuait à consolider une voix unie et constructive dans les agendas mondiaux, tout en renforçant les échanges et les actions concrètes aux niveaux local, national et international.

Dans ses premiers mots en tant que président de CGLU, le maire de La Haye a réaffirmé son attachement de longue date à CGLU et son engagement à accroître l'efficacité de l'Organisation, en s'appuyant sur sa grande diversité et en agissant dans la perspective de la démocratie, des droits humains et de l'égalité entre les hommes et les femmes.

#### ➤ **Changements dans la Présidence et Vice-présidence de CGLU**

Comme informé lors du Bureau exécutif de San José, le Conseil mondial a pris note des changements dans la Présidence de CGLU, en raison de processus locaux qui ont affecté les rôles des maires de Montevideo, Rabat, San José et Balikesir.

Soulignant l'importance de préserver les équilibres du ticket présidentiel convenu à Daejeon, le Conseil mondial a formellement ratifié les nominations à l'équipe présidentielle, comme suit :

- **M. Mauricio Zunino**, maire de Montevideo, en tant que membre de la Présidence exécutive ;
- **Mme Ana Lucía Reis**, maire de Cobija et présidente de l'Association des municipalités boliviennes, en tant que Coprésidente ;
- **Mme Fatiha El Moudni**, maire de Rabat, en tant que Trésorière ;
- **M. Issa Kassis**, maire de Ramallah, en tant qu'Ambassadeur du Pacte pour le gouvernement.

En outre, le Conseil mondial a ratifié les nouvelles nominations aux postes de Vice-président·e·s, présentées par les sections de CGLU en raison des processus électoraux nationaux, comme suit :

- **M. Dakila Carlo Cua**, président de l'Union des autorités locales des Philippines, en tant que vice-président pour ASPAC ;
- **M. Ahmet Akin**, maire de Balıkesir, en tant que vice-président pour MEWA ;
- **Mme Rebecca Bligh**, conseillère municipale de Vancouver et première vice-présidente de la Fédération canadienne des municipalités, en tant que vice-présidente pour NORAM ;
- **M. Barthélémy Dias**, maire de Dakar et président de Metropolis, en tant que vice-président pour Metropolis.

La liste complète et actualisée de la Présidence et de la Vice-présidence est disponible sur le site web de CGLU.

### ➤ **Approbation du plan de travail et du budget**

Le plan de travail pour 2025 continuera à développer le Pacte pour l'avenir - Déclaration politique de Daejeon. Le pouvoir collectif du réseau dans son ensemble - le « pouvoir du nous » - sera la pierre angulaire du travail de l'Organisation, à travers le cadre des Objectifs de développement durable, et la vision du soin pour les personnes, la planète et le gouvernement, avec l'égalité, la renaturation et le municipalisme à son cœur. Grâce à son plan de travail, CGLU établira les bases pour soutenir les membres locaux et régionaux dans la mise en œuvre d'actions réelles, tangibles et constantes, les communautés jouant un rôle actif et prépondérant. En tant qu'actrice multilatérale locale parvenue à maturité, CGLU s'efforcera d'inspirer un véritable changement transformationnel, en recherchant des partenariats et en exerçant une influence sur les institutions internationales. Dans le même esprit, le budget présenté pour 2025 vise à assurer le financement des activités proposées, en consolidant les partenariats et les Instruments développés tout au long de 2024, et en veillant à ce que les contributions financières des membres restent stables.

L'accord-cadre de partenariat renouvelé signé avec la Commission européenne en 2022 reste l'épine dorsale de la capacité de CGLU à agir en tant que réseau, mais aussi une reconnaissance renouvelée du rôle que doit jouer CGLU aux niveaux local, régional et international, en tant que gardienne de ses valeurs fondamentales autour de la démocratie, de la solidarité et de la construction de la paix.

### ➤ **Lancement de la Coalition locale sociale**

Partant du principe que les sociétés actuelles et futures ont besoin d'un socle de droits incluant tous les secteurs et réduisant les fortes inégalités grâce à des politiques de soin fondées sur la fourniture de services publics locaux, une Coalition locale sociale universelle a été présentée au Bureau exécutif et officiellement lancée. Cette Coalition visera à garantir le droit à la ville, à l'alimentation, au logement, à la culture, à la santé, et bénéficiera à chacun·e, quel que soit son lieu de résidence.

Conçue comme une plateforme multipartite, la Coalition locale sociale vise à aborder les droits territoriaux, à envisager les futurs locaux et régionaux et à accélérer les engagements politiques et la co-crédation de connaissances, tout en favorisant les espaces multilatéraux entre les maires, les gouverneur·e·s et toutes les parties prenantes intéressées par l'intersection des dynamiques urbaines et des droits territoriaux. Sous l'impulsion des membres de CGLU, la Coalition locale sociale travaillera en étroite collaboration avec la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux. Le Town Hall de CGLU sera également au premier plan du développement de cette plateforme.

## ➤ **Pertes et préjudices**

Le Bureau exécutif a confirmé le mandat de contribuer aux processus de la COP, en accordant une attention particulière au débat sur les pertes et préjudices et en s'engageant à définir des positions dans le cadre du LGMA, en mettant l'accent sur la protection des identités et du patrimoine culturel, sur les déplacements et les migrations climatiques, sur l'élaboration de stratégies pour faire face aux migrations climatiques et sur la promotion des pratiques de restauration et des accords multilatéraux.

## ➤ **Programmes de CGLU**

Le Bureau exécutif a également été informé et invité à contribuer aux programmes développés par CGLU. L'Organisation est notamment impliquée dans le Fonds d'action jeunesse pour le climat (YCAF), soutenu par Bloomberg Philanthropies, qui vise à lutter contre la crise climatique en renforçant les capacités des jeunes dans 98 villes du monde entier.

CGLU collabore également avec l'Initiative Femmes et Jeunes en Démocratie (WYDE), un programme financé par l'Union européenne pour renforcer la participation des femmes et des jeunes dans les processus démocratiques. En particulier, CGLU participe à la composante intitulée « Promouvoir la participation politique et la prise de décisions des femmes », en collaboration avec ONU Femmes, International IDEA et l'UIP.

## ➤ **Réunions statutaires et institutionnelles de CGLU en 2025**

Le Bureau exécutif a pris note des recommandations de la Commission des affaires statutaires, qui a révisé les propositions d'organisation des deux réunions statutaires en 2025, ainsi que du prochain Sommet Culture également prévu en 2025. Le Bureau exécutif a approuvé les propositions comme suit :

- **Séville**, en tant qu'hôte du **Bureau exécutif, du 1er au 4 avril 2025**, en parallèle au Forum mondial du développement économique local ;
- **Xi'an**, en tant qu'hôte du **Conseil mondial**, à des dates à confirmer autour d'octobre-novembre 2025 ;
- **Jeonju**, en tant qu'hôte du **Sommet Culture**, à des dates à confirmer.

Par ailleurs, le Bureau exécutif a confirmé les dates des réunions suivantes :

- **Forum mondial des villes intermédiaires** à Cuenca (Équateur) les 23 et 24 janvier 2025 ;
- **Forum mondial des villes et territoires de paix** à Montevideo du 2 au 5 mai 2025 ;
- **Conférence de l'Observatoire international de la démocratie participative** à Córdoba (Argentine) du 21 au 23 mai 2025.

## ➤ **Pékin+30**

Le Conseil mondial a été informé que CGLU articulera une stratégie, dirigée par la Commission permanente pour l'égalité des genres et en collaboration avec les sections de CGLU, pour examiner les progrès et les lacunes dans la localisation de la Déclaration et de la Plateforme d'action de Pékin, qui célébrera le trentième anniversaire de son adoption (Pékin+30) en 2025. Ce processus contribuera au plaidoyer de CGLU sur le rôle essentiel et l'impact des gouvernements locaux et régionaux dans la localisation et l'égalité. Il alimentera les appels de notre collectif en faveur d'un engagement structurel dans les espaces et processus décisionnels mondiaux dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes et du développement social.

Le Conseil mondial a également pris note du fait que l'Association suédoise des autorités locales et régionales (SALAR) propose d'organiser, dans le cadre des célébrations de Pékin+30, une réunion de la Commission permanente pour l'égalité des genres à Stockholm en 2025, afin de poursuivre les discussions sur les stratégies visant à atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes et à créer des sociétés inclusives. Le Secrétariat mondial a été mandaté pour prendre contact avec SALAR afin de fixer des dates.

➤ **Financement pour le développement**

Le Conseil mondial a également pris note de l'organisation de la quatrième Conférence internationale sur le financement pour le développement à Séville, du 30 juin au 3 juillet 2025. En collaboration avec le Fonds mondial pour le développement des villes (FMDV), CGLU développera des recommandations concrètes pour la prochaine Conférence, en se concentrant sur l'exploration de mécanismes financiers alternatifs pour les gouvernements locaux et régionaux.

Le Conseil mondial a mandaté le Secrétariat mondial pour planifier une stratégie commune du collectif organisé dans le processus menant à la Conférence.

## Point 2

# Rapport des principales décisions des réunions statutaires

Le Conseil mondial 2024 s'est réuni du 8 au 10 octobre 2024, sous le thème « **Un nouvel agenda de la paix pour les futures générations** ». Deux débats politiques, quatre réunions statutaires, une session des Dialogues municipaux de CGLU pour la paix, ainsi qu'une session des Dialogues municipaux pour la paix, coorganisée par VNG et la municipalité de La Haye, un événement d'apprentissage sur la violence urbaine et la diplomatie de ville à ville, coorganisé par l'Académie de La Haye et CGLU, et le Caucus de CGLU-Europe convoqué par le CCRE, ont eu lieu lors de ce rassemblement.

Avec environ 300 participant·e·s inscrit·e·s, tant en personne qu'en ligne, les réunions ont bénéficié de la participation active de plus de 90 élus et élus locaux et régionaux. Sur un total de 54 pays, plus de 60 villes, 5 gouvernements régionaux et provinciaux et 35 associations de gouvernements locaux et régionaux étaient représentés.

La plénière d'ouverture a bénéficié de la présence de Guy Ryder, sous-secrétaire général des Nations unies pour les politiques, et d'un message vidéo du Premier ministre des Pays-Bas. Plusieurs organisations internationales ont également été actives lors des Dialogues pour la paix et des débats politiques organisés tout au long des trois jours de réunion, notamment le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, l'Académie de La Haye pour la gouvernance locale et PAX for Peace. La directrice exécutive d'ONU-Habitat a également envoyé un message vidéo pour la session du Conseil mondial.

Tenu dans un contexte international complexe, qui a été abordé lors des discussions des instances statutaires, le Conseil mondial s'est conclu par la passation officielle de la Présidence entre le maire de Konya, président jusqu'en 2024, et le maire de La Haye, désormais président de l'Organisation jusqu'en 2025.

Ce document fournit un résumé des principales décisions adoptées au cours des différentes réunions. Des rapports détaillés suivront et seront présentés aux instances compétentes pour adoption.

## **I. AFFAIRES INSTITUTIONNELLES ET STATUTAIRES**

- 1. Rapport du Comité de gestion financière**
- 2. Rapport de la commission des affaires statutaires**
- 3. Rapport du Groupe de travail sur les questions institutionnelles**
- 4. Plan de travail 2025**

## **II. MISES A JOUR SUR LES PRIORITES POLITIQUES ET DE PLAIDOYER**

### ***Discuté par le Bureau exécutif :***

- 1. Stratégie de soin de CGLU en vue du Sommet social mondial**
- 2. Mise à jour sur les programmes de CGLU**

### ***Discuté par le Conseil mondial :***

- 3. Feuilles de route des Conseils politiques de CGLU**
- 4. Mettre l'architecture financière au service des villes**
- 5. Les 30 ans de la déclaration de Pékin**
- 6. Vers le Congrès mondial de CGLU en 2026**

## **I. AFFAIRES INSTITUTIONNELLES ET STATUTAIRES**

### **1. Rapport du Comité de gestion financière**

1. Le Comité de gestion financière s'est réuni le 8 octobre pour suivre les questions financières de l'Organisation mondiale et a présenté les points suivants au Bureau exécutif et au Conseil mondial.

#### **A) Comptes certifiés 2023**

2. Le Comité de gestion financière a reçu les comptes audités pour 2023, et a noté l'utilisation des reports des années précédentes pour un montant de 989 820,09 € afin de compenser le déficit dans l'exécution des dépenses au cours de l'année fiscale. Le rapport d'audit de CGLU est disponible sur notre plateforme UCLGMeets.
3. Suite à l'analyse des comptes, le Comité a recommandé au Bureau exécutif de soumettre la décision suivante au Conseil mondial :
  - Approuver les comptes définitifs pour l'année 2023 ;
  - Approuver l'utilisation des reports des excédents des années précédentes pour faire face au résultat négatif de 989 820,09 € pour l'année 2023 ;
  - Donner quitus à la Présidence, à la Trésorière et à la Secrétaire générale pour l'année 2023.

#### **B) Exécution du budget de l'année en cours 2024**

4. Le Comité a indiqué que des efforts considérables ont été déployés cette année pour réduire les dépenses, en optimisant les opérations internes et les ressources financières, ainsi qu'en réduisant les activités, ce qui s'est traduit par une réduction d'environ 1,27 million d'euros par rapport à la même période de l'année précédente.



5. En outre, des ressources supplémentaires ont été mobilisées pour mettre en œuvre les programmes grâce au lancement de deux partenariats importants avec la Fondation Bloomberg et ONU Femmes.
6. Grâce à ces efforts, les comptes devraient atteindre le seuil de rentabilité d'ici la fin de l'année.
7. Toutefois, le Comité a souligné l'importance des cotisations des membres comme source essentielle de revenus de base pour maintenir l'indépendance de l'Organisation et poursuivre pleinement les priorités fixées à la fois par son leadership et ses membres.

### **C) Budget 2025**

8. Un projet de budget prudent pour l'année 2025, s'élevant à 5 550 000 euros, a été présenté au Comité et approuvé par ses membres.
9. Au cours de la réunion, les membres du Comité ont également approuvé les demandes d'exemption de cotisation des membres libanais, palestiniens et ukrainiens pour l'année 2025, au nom de la solidarité, compte tenu de la situation critique actuelle.

### **Décisions :**

- **Après examen du Bureau exécutif, les membres du Conseil mondial ont approuvé les comptes et le quitus pour 2023.**
- **Ils et elles ont approuvé le projet de budget pour 2025.**
- **Ils et elles ont pris note de la réalisation du budget pour l'année en cours.**
- **Ils et elles ont pris note des demandes d'exonération et de réduction des cotisations présentées par les membres et ont rappelé l'importance de la solidarité.**
- **Ils et elles ont remercié la Trésorière et l'Auditrice honoraire pour leur travail de sauvegarde des procédures financières de l'Organisation.**

## **2. Rapport de la Commission des affaires statutaires**

10. La Commission des affaires statutaires s'est réunie le 8 octobre pour suivre les questions institutionnelles de l'Organisation mondiale et a présenté les points suivants au Bureau exécutif et au Conseil mondial.

### **Au Bureau exécutif :**

#### **A) Questions relatives à l'adhésion**

11. Conformément au mandat de la Commission des affaires statutaires, les demandes d'adhésion reçues par les sections et par le Secrétariat mondial ont été examinées.
12. L'expansion du réseau, en particulier par le biais de campagnes d'adhésion, est d'une importance capitale pour une organisation basée sur l'adhésion comme CGLU, et la Commission a remercié les sections pour les efforts déployés dans ce sens.
13. Après avoir pris le temps de réviser les demandes d'adhésion, la Commission a recommandé au Bureau exécutif de les adopter.

#### **B) Événements de CGLU**

14. La Commission a rappelé qu'un certain nombre d'événements nécessiteront la mobilisation de différentes parties du réseau. La Commission a notamment fait le point sur les prochaines réunions statutaires et le prochain Sommet Culture de CGLU, qui se tiendra l'année prochaine.

15. La municipalité de **Séville** et **FAMSI** accueilleront la prochaine édition du Forum mondial sur le développement économique local et ont proposé d'organiser en parallèle la première édition du Bureau exécutif, en avril 2025. La proposition avait déjà été présentée au Bureau exécutif de San José, qui l'avait accueillie favorablement.
16. La municipalité de **Xi'an** a exprimé son intérêt à accueillir le Conseil mondial en 2025. Le maire de Xi'an et coprésident de CGLU a fait une présentation officielle à la Commission des affaires statutaires.
17. Après l'ouverture de l'appel à candidatures pour accueillir le Sommet Culture, le Secrétariat mondial et le Secrétariat de la Commission Culture ont reçu de nombreuses manifestations d'intérêt, qui ont finalement abouti à une candidature formelle : celle de la ville de **Jeonju**, en République de Corée.
18. La Commission a révisé les différentes propositions, ainsi que le rapport présenté par la Commission Culture, et a remercié ces membres pour les contributions qu'ils sont prêts à apporter. La Commission a partagé sa recommandation d'approuver ces propositions.

### **C) Mises à jour du Groupe de travail sur les questions institutionnelles**

19. La Commission a rappelé que le mandat du Groupe de travail est de proposer des recommandations à la Commission des affaires statutaires sur les questions qui ont été identifiées par l'évaluation externe et par les consultations avec les membres.
20. Les principaux axes de travail identifiés par le Groupe sont la clarification et le développement de la Conduite des élections, le développement du Règlement intérieur et l'institutionnalisation des relations avec les sections.
21. La Commission a pris note des mises à jour présentées par le Groupe de travail au cours de sa réunion et a convenu de lui donner mandat pour poursuivre ses travaux.

### **Au Conseil mondial :**

#### **D) Changements dans l'équipe présidentielle**

22. Lors de sa réunion à San José, la Commission avait pris note des changements intervenus dans l'équipe présidentielle et avait révisé les candidatures présentées, à savoir
  - Mme Carolina Cosse se présente aux élections présidentielles qui auront lieu en Uruguay. **M. Mauricio Zunino**, le nouveau maire de Montevideo, a exprimé son intérêt à poursuivre son travail avec CGLU.
  - Mme Asmaa Rhlalou a démissionné de son poste de maire de Rabat. **Mme Fatiha El Moudni** a été élue maire de Rabat et a exprimé son intérêt pour le poste vacant de Trésorière.
  - M. Johnny Araya ne s'est pas présenté aux élections municipales au Costa Rica. **Mme Ana Lucía Reis**, maire de Cobija et présidente de l'Association des municipalités boliviennes, a manifesté son intérêt pour le poste vacant de Coprésidente.
  - M. Yücel Yilmaz a terminé son mandat politique. **M. Issa Kassis**, maire de Ramallah, a exprimé son intérêt pour le poste d'ambassadeur de CGLU pour l'avenir du gouvernement.
23. La Commission avait déjà révisé les critères d'éligibilité et le Bureau exécutif de San José avait accepté sa recommandation d'accueillir ces nouveaux et nouvelles élu·e·s au sein de l'équipe de la Présidence.
24. La Commission a toutefois rappelé qu'il ne s'agit pas de changements automatiques et a donc recommandé au Conseil mondial de ratifier officiellement ces nominations.

## **E) Changements dans les instances statutaires**

25. En ce qui concerne les mises à jour au sein des instances statutaires, la Commission a examiné les mises à jour régulières soumises par les différentes sections, principalement en raison d'élections locales.
26. Après les avoir examinées, la Commission a estimé que ces modifications ne soulevaient aucune question, puisqu'elles n'affectaient pas les équilibres de représentation convenus à Daejeon. En conséquence, la Commission a recommandé au Conseil mondial d'approuver ces mises à jour.
27. La Commission a également pris note des nouvelles nominations aux postes de vice-président·e-s. Les Vice-président·e-s sont en effet nommé·e-s par les sections de CGLU, afin d'assurer une représentation régionale au sein du leadership mondial. Les changements proposés étaient les suivants :
- **M. Dakila Carlo Cua**, président de l'Union des autorités locales des Philippines, a été élu président de CGLU-ASPAC. Il a été proposé pour être nommé vice-président de CGLU pour ASPAC.
  - **M. Barthélémy Dias**, maire de Dakar, a été élu président de Metropolis. Son mandat a débuté en janvier de cette année, et il a été proposé comme vice-président de CGLU pour Metropolis.
  - M. Yücel Yılmaz a terminé son mandat politique en tant que maire de Balıkesir. **M. Ahmet Akın**, le nouveau maire, a été proposé comme vice-président de CGLU pour MEWA.
28. Ces nominations avaient également été présentées au Bureau exécutif de San José, qui avait approuvé la recommandation de les accepter.
- En outre, M. Geoff Stewart se présente actuellement à des élections. La première vice-présidente de la Fédération canadienne des municipalités, **Mme Rebecca Bligh**, a été proposée comme vice-présidente de CGLU pour l'Amérique du Nord.
29. Après les avoir examinées, la Commission a recommandé au Conseil mondial de ratifier officiellement les nouvelles nominations à la Vice-présidence.

### **Décisions :**

- **Les membres du Bureau exécutif ont adopté les demandes d'adhésion, telles qu'elles figurent au point 4.**
- **Ils et elles ont approuvé les propositions d'accueil des réunions statutaires et du Sommet Culture en 2025, comme suit : Séville pour le Bureau exécutif du 1<sup>er</sup> au 4 avril ; Xi'an pour le Conseil mondial à des dates à confirmer ; et Jeonju pour le Sommet Culture à des dates à confirmer.**
- **Ils et elles ont mandaté le Secrétariat mondial pour lancer les préparatifs correspondants avec les pays hôtes, en particulier pour fixer les dates du Conseil mondial et du Sommet Culture.**
- **Ils et elles ont pris note du mandat du Groupe de travail sur les questions institutionnelles.**
- **Les membres du Conseil mondial ont pris note des changements intervenus dans l'équipe présidentielle et ont officiellement ratifié les nouvelles nominations.**
- **Ils et elles ont approuvé les modifications apportées aux instances statutaires et ratifié formellement les nouvelles nominations aux postes de Vice-président·e-s.**

### 3. Rapport du Groupe de travail sur les questions institutionnelles

30. Le président du Groupe de travail sur les questions institutionnelles a présenté les progrès et les travaux futurs du Groupe, qui a été établi par le Bureau exécutif à San José. Le Groupe est composé de plusieurs membres nommés, dont le Coprésident Stofile, Anders Knape, vice-président du conseil de Karlstad et président exécutif du CCRE, Nino Rukhadze, membre de l'assemblée de la ville de Tbilissi, et Clare Hart, vice-présidente de Montpellier-Méditerranée-Métropole. Le Groupe s'est réuni quatre fois - une fois en personne à Barcelone et trois fois virtuellement - et a travaillé en étroite collaboration avec la Secrétaire générale, Emilia Saiz, pour élaborer un plan de travail pour 2024-2025.
31. Les principales étapes de ce plan comprennent la présentation d'un projet de rapport au Bureau exécutif en 2025, suivie de recommandations finales au Conseil mondial à la fin de l'année 2025. Ces recommandations seront mises en œuvre à temps pour le processus électoral menant au Congrès mondial de 2026.
32. Le Groupe aborde divers défis institutionnels, reconnaissant la complexité de CGLU en tant qu'organisation diversifiée et mondiale. Il vise à améliorer la gouvernance, la transparence et la responsabilisation de l'Organisation. Les principaux domaines de travail sont les suivants :
- **Amélioration du processus électoral** : Le Groupe cherche à améliorer la conduite des élections, à définir clairement la durée des mandats, à garantir l'équilibre des genres et à résoudre le problème de la compatibilité des postes au sein de l'Organisation.
  - **Préserver l'équilibre entre les genres** : L'équilibre entre les genres reste une priorité tant pour le Bureau exécutif que pour le Conseil mondial, qui s'efforcent de remédier à l'écart persistant entre les femmes et les hommes dans les fonctions de leadership.
  - **Réunions statutaires et gouvernance** : Le Groupe examinera également les procédures relatives aux réunions statutaires et la composition de la Commission des affaires statutaires afin d'assurer une représentation inclusive des membres des sections et des membres directs.
33. L'un des principaux objectifs est de consolider les multiples documents d'orientation en un seul document plus clair qui régit à la fois les processus électoraux et la gouvernance, facilitant ainsi la compréhension des règles par les membres. Le Groupe de travail a déjà entamé un dialogue avec plusieurs Vice-président·e·s, afin de recueillir leurs commentaires sur la manière de répondre aux préoccupations soulevées lors de la réunion de Daejeon, qui a mis en lumière les frustrations liées à la transparence du processus décisionnel.
34. **L'institutionnalisation des relations entre CGLU et ses sections** constitue également un axe important du travail du Groupe. Ce processus de formalisation est crucial pour améliorer la responsabilisation, la transparence et le soutien mutuel entre l'Organisation mondiale et ses sections. Le Groupe vise à finaliser des accords formels entre CGLU et ses sections, portant sur la gouvernance, l'allocation des ressources, la représentation institutionnelle et les mécanismes de suivi, d'évaluation et de rapport. Ces accords définiront clairement les droits et les responsabilités des deux parties, renforçant ainsi l'Organisation.
35. Le président a conclu en rappelant le calendrier : un premier projet de Règlement intérieur révisé sera présenté au Bureau exécutif de Séville en avril 2025. La version finale du Règlement intérieur sera soumise à l'approbation du Conseil mondial à la fin de l'année 2025. Ces nouvelles procédures guideront le processus électoral de CGLU à partir de 2026.

## Décisions :

- **Les membres du Bureau exécutif ont pris note des mises à jour communiquées par le Groupe de travail sur les questions institutionnelles.**
- **Ils et elles ont mandaté le Groupe pour poursuivre ses travaux, en vue de présenter un premier projet de Règlement intérieur lors du prochain Bureau exécutif à Séville.**

## 4. Plan de travail 2025

36. Le président de CGLU a rappelé que le plan de travail pour 2025 s'appuie sur la Déclaration de Daejeon et se concentre sur la transformation de la vision commune en engagements concrets. Il s'agira de tirer parti du pouvoir collectif du réseau de CGLU, le « pouvoir du nous », guidé par l'apprentissage, la recherche et le plaidoyer dans le cadre des Objectifs de développement durable. Le plan de travail met l'accent sur la renaturation, le leadership municipal et l'égalité pour les personnes, la planète et le gouvernement.
37. La secrétaire générale de CGLU a ajouté que trois Instruments principaux soutiendront ce travail :
- **L'Instrument Local4Action**, qui se concentre sur la localisation des ODD.
  - **L'Instrument CGLU-Femmes**, qui promeut le leadership des femmes et l'égalité des genres, en accordant une attention particulière au processus Pékin+30.
  - **L'Instrument Systèmes de soins**, qui soutient les initiatives en matière de soins et collabore avec l'Alliance mondiale pour les soins afin de mener des recherches et de plaider en faveur de meilleurs systèmes de soins.
38. Ces Instruments offrent des outils complets, couvrant des domaines tels que l'apprentissage, le plaidoyer, les partenariats et l'innovation. L'année à venir est particulièrement importante en raison des relations renforcées de CGLU avec l'ONU, marquées par l'implication de hauts fonctionnaires de l'ONU tels que Guy Ryder, signalant l'engagement de l'ONU à renforcer la voix des gouvernements locaux au sein de la gouvernance mondiale.
39. Le plan de travail prévoit également un calendrier chargé d'événements et de processus d'élaboration de politiques tout au long de l'année 2025, en commençant par le Forum sur les villes intermédiaires en janvier et en poursuivant avec des événements clés tels que la CSW à New York et le Forum mondial sur le développement économique local. Les membres ont été encouragé·e·s à participer activement et à mobiliser d'autres personnes pour s'engager dans ces événements afin d'assurer des résultats fructueux et de maintenir la portée de CGLU.
40. Le président de CGLU a invité les membres à choisir des événements significatifs et à contribuer activement au succès du plan de travail. Il s'agira d'une année charnière, avec de nombreuses opportunités de façonner la politique mondiale et de défendre le rôle des gouvernements locaux dans les processus multilatéraux.
41. Le maire d'Esteban Echeverria et vice-président de CGLU pour l'Amérique latine a souligné l'importance du **Sommet sur l'avenir**, reconnaissant le soutien de 143 États. Il a souligné l'engagement du réseau Mercociudades à continuer à travailler sur les postulats du Sommet et a invité à participer à leur prochain Sommet. Il a également célébré l'engagement politique de membres éminents du réseau en Uruguay et a reconnu l'importance de l'action climatique et de la jeunesse dans la région.
42. L'adjointe au maire de Séville a annoncé que sa ville accueillerait la **quatrième Conférence internationale sur le financement du développement** en 2025, axée sur la mobilisation des ressources financières mondiales pour la réalisation des ODD. Elle

a souligné l'expérience de Séville en tant qu'hôte d'événements majeurs et son engagement en faveur de la durabilité, de la culture et de l'innovation. Elle a invité les membres de CGLU à participer à des événements parallèles pendant la Conférence pour discuter de l'accès au financement pour les gouvernements locaux et des solutions innovantes pour les défis du développement.

43. L'adjointe au maire de Kazan a souligné le rôle des autorités locales dans l'avancement des Objectifs de développement durable, notant que la coopération entre les villes améliore la qualité de vie. Elle a souligné le rôle de leader de la Russie au sein de l'Union des **BRICS** en 2024, Kazan accueillant le Sommet des BRICS, qui devrait attirer une importante participation internationale, y compris celle du secrétaire général des Nations unies. Elle a également annoncé la création de l'Association des villes BRICS Plus, qui vise à encourager la collaboration entre les villes du monde entier.
44. L'adjoint au maire de Nancy a mis l'accent sur le besoin de paix dans le monde, en évoquant les conflits en cours en Ukraine, en Palestine et au Liban. Il a souligné le rôle des gouvernements locaux dans la gestion des crises et le soutien aux populations civiles. Il a également évoqué les **fonds de solidarité** mis en place par les villes françaises pour soutenir la reconstruction en Ukraine, à Gaza et au Liban, et a appelé à une collaboration continue pour aider les territoires touchés par les crises.
45. Le maire de Genève a souligné l'importance des gouvernements locaux dans le système multilatéral et leur rôle dans le Global Cities Hub de l'ONU. Il a souligné le succès du récent **Forum des maires** à Genève, où les maires ont plaidé pour la reconnaissance formelle des gouvernements locaux au sein de l'ONU. Il a insisté sur la poursuite de la collaboration avec la CEE-ONU et l'ONU afin de renforcer la voix des gouvernements locaux dans le processus décisionnel mondial.
46. La conseillère municipale de Cuenca a invité les membres de CGLU au **Forum mondial des villes intermédiaires**, qui se tiendra à Cuenca en janvier 2025. Elle a souligné l'accent mis par le Forum sur le développement durable, la gouvernance locale et la résilience climatique, appelant à un meilleur accès au financement vert. Elle a également souligné le leadership de Cuenca en matière de tourisme durable et de mobilité urbaine, la positionnant comme un acteur clé dans la réalisation des ODD.
47. La directrice des relations internationales de Montevideo a réaffirmé l'engagement de sa ville à accueillir le **Forum des villes et territoires de paix** en mai 2025. Elle a souligné le lien entre la paix et le développement économique local, en insistant sur la nécessité de l'autonomisation économique des femmes et de l'inclusion des migrant·e·s. Elle a également établi un lien entre les efforts de consolidation de la paix et les cibles plus larges des ODD, en particulier l'ODD 16, qui se concentre sur la paix et la justice.
48. Le directeur exécutif de l'Association des autorités locales palestiniennes (APLA) a fait part des luttes des dirigeants locaux palestiniens, soulignant les difficultés quotidiennes auxquelles ils sont confrontés, notamment les restrictions de voyage et la violence. Il a exprimé sa frustration face à l'inaction de la communauté internationale face à la situation en Palestine et a appelé à une plus grande **solidarité mondiale**. Il a remercié celles et ceux qui soutiennent les droits des Palestiniens et a rappelé l'importance de la paix pour son peuple.
49. Le président de CGLU a exprimé sa solidarité avec APLA et le peuple palestinien, partageant leur **appel à la paix et à la justice**. Il a souligné la responsabilité morale des gouvernements locaux de défendre celles et ceux qui souffrent du conflit.
50. Le maire de Soria et envoyé spécial de CGLU pour le Nouvel agenda urbain a appelé à redoubler d'efforts pour soutenir les Palestiniens et les autres communautés affectées dans le monde. Il a souligné l'importance des gouvernements locaux dans la défense de la démocratie, des droits humains et de la paix. Il a également souligné la nécessité de

**politiques publiques territorialisées** pour lutter contre les inégalités et soutenir le développement durable, en mettant l'accent sur les événements à venir à Cuenca et au Forum urbain mondial.

51. L'ancien maire de San José et coprésident honoraire de CGLU a évoqué le rôle des gouvernements locaux dans la promotion de la paix, en particulier dans les régions touchées par la violence et le trafic de drogue, comme l'Amérique latine. Il a salué le leadership de CGLU et a réaffirmé son engagement à soutenir la mission de l'Organisation, en particulier dans la **promotion de la paix et de la sécurité** dans les villes.
52. Le directeur adjoint des relations internationales et de la coopération de l'Union des capitales ibéro-américaines (UCCI) a annoncé une prochaine réunion des villes ibéro-américaines à Madrid, qui abordera des questions clés telles que le financement durable et la **transition urbaine**. Il a souligné l'importance de la collaboration multilatérale et le rôle des gouvernements locaux dans l'élaboration de la gouvernance mondiale et la résolution des problèmes de sécurité.
53. L'ambassadeur pour les relations internationales de Daejeon a fait part du soutien de sa ville à la mission de CGLU et a félicité les présidents sortant et entrant de CGLU. Il a réaffirmé l'engagement de Daejeon à relever les **défis mondiaux communs** et à soutenir les initiatives de CGLU.
54. Le secrétaire général de CGLU-MEWA a lancé un appel à la paix mondiale, faisant écho aux sentiments exprimés par la délégation palestinienne. Il a insisté sur la nécessité de poursuivre le **plaidoyer et la collaboration** pour résoudre les conflits en Palestine, au Liban, en Ukraine et dans d'autres régions touchées par la violence comme l'Amérique latine, en soulignant le rôle des dirigeants locaux dans la promotion de la paix.
55. La présidente de CONGOPE et vice-présidente de CGLU pour le Forum des régions a remercié le Président pour son leadership au cours d'une année intense, soulignant l'accent mis par l'Organisation sur des questions clés telles que la paix, les **droits des femmes**, la prévention de la violence, le changement climatique et le développement durable. Elle a souligné le rôle essentiel du Secrétariat mondial dans l'avancement du statut de CGLU au sein des Nations unies et dans la préparation de quatre documents clés avec le Groupe consultatif. Pour ce qui est de l'avenir, elle a noté que l'année prochaine sera axée sur l'amélioration des structures de financement pour les gouvernements infranationaux afin de mieux atteindre les Objectifs de développement durable, exprimant sa confiance dans le leadership du nouveau Président.

#### **Décisions :**

- **Les membres du Conseil mondial ont adopté le plan de travail pour 2025, y compris les plans de travail présentés par les mécanismes de consultation de CGLU.**
- **Ils et elles ont mandaté le Secrétariat mondial pour développer les activités en conséquence.**

## **II. MISES A JOUR SUR LES PRIORITES POLITIQUES ET DE PLAIDOYER**

### **1. Stratégie de soin de CGLU en vue du Sommet social mondial**

56. Le maire de La Haye a rappelé que le Sommet social mondial de 2025, convoqué par le secrétaire général des Nations Unies, vise à promouvoir des discussions mondiales sur

la justice sociale, la solidarité et l'égalité, avec des thèmes clés tels que l'éradication de la pauvreté, l'emploi et l'intégration sociale. Pour les gouvernements locaux et régionaux, cet événement est une occasion cruciale de collaborer avec de multiples parties prenantes et de façonner un agenda social mondial axé sur la réduction des inégalités grâce à la fourniture de services publics locaux. La stratégie de CGLU consiste à faire progresser le Pacte pour l'avenir et à travailler avec la société civile par l'intermédiaire du Town Hall de CGLU afin d'élaborer une Coalition locale sociale, qui guidera les efforts visant à atteindre les ODD et à aborder les questions du logement, de la justice climatique, de la culture et de la santé.

57. La secrétaire générale de CGLU a souligné que la Déclaration de Daejeon est plus ambitieuse que le Pacte pour l'avenir des Nations unies, et qu'elle appelle à une plus grande collaboration avec les communautés pour localiser les efforts de durabilité. Lors du Sommet social mondial au Qatar, CGLU prévoit de lancer la Coalition locale sociale, garantissant que les gouvernements locaux et régionaux, les organisations de la société civile et les autres parties prenantes ont leur mot à dire pour relever les défis mondiaux et créer des solutions pratiques et durables. La feuille de route prévoit de présenter la Coalition lors d'événements mondiaux clés, tels que U20 à Rio, le Forum urbain mondial au Caire et d'autres événements, afin de mobiliser les engagements politiques et de soutenir la réalisation des ODD.
58. Le chef de la branche Développement, droits économiques et sociaux du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) a discuté de l'importance du partenariat entre CGLU et les Nations unies pour promouvoir les droits humains, en particulier par le biais des gouvernements locaux. Il a souligné la campagne de CGLU « 10, 100, 1000 villes et territoires de droits humains d'ici 2030 » et a insisté sur la nécessité d'un leadership local, de structures institutionnelles et de mesures opérationnelles pour créer des villes de droits humains. Il a également exhorté les gouvernements locaux à s'engager dans les mécanismes de l'ONU et les échanges de connaissances pour faire avancer les efforts en matière de droits humains.
59. La responsable de l'Observatoire des violences faites aux femmes de Seine-Saint-Denis a souligné que la violence à l'égard des femmes est la violation des droits humains la plus répandue, citant des statistiques alarmantes. Elle a souligné le travail en cours de CGLU sur cette question et a proposé deux initiatives : développer une charte de valeurs pour les territoires protégeant les femmes victimes de violence et plaider pour l'inclusion de cette question dans l'agenda de Pékin+30. Elle a souligné que la démocratie participative et les droits humains ne peuvent exister si les femmes sont exclues en raison de la violence.
60. La secrétaire générale de CGLU a réitéré sa gratitude pour la collaboration qui a permis de faire avancer les agendas de CGLU en matière de droits humains et d'égalité des genres. Elle a souligné l'engagement de CGLU à faire des droits humains, en particulier de la violence contre les femmes, un élément central de sa stratégie. Elle a mentionné la conférence réussie qui s'est tenue à Banjul et les efforts pour empêcher le renversement des lois contre les mutilations génitales féminines comme des exemples clés de l'impact du travail de l'Organisation.
61. Le maire de La Haye a souligné plusieurs événements importants à venir pour CGLU :
  - Le **Sommet Culture de CGLU**, qui est devenu un événement mondial majeur axé sur la culture en tant que moteur du développement local.
  - Le **Forum mondial des villes intermédiaires** qui se tiendra à Cuenca, en Équateur, en janvier 2025, et qui produira une déclaration mondiale sur la base de consultations régionales et mondiales.
  - Le **Forum mondial sur le développement économique local** à Séville, qui met l'accent sur les transitions économiques, numériques et sociales.



- Et la stratégie de plaidoyer de CGLU sur **les pertes et préjudices**, qui traitera de la justice et de l'utilisation des terres dans les trois prochaines COP (biodiversité à Cali, désertification à Riyad, et climat à Bakou).

62. La secrétaire générale de CGLU a souligné l'interconnexion des différentes initiatives de CGLU, en mettant en avant la culture comme pilier fondamental du développement et en plaidant pour qu'elle devienne le 18<sup>e</sup> objectif de développement durable. Elle a confirmé que le Sommet Culture de l'année prochaine aura lieu à Jeonju, en se concentrant sur les droits culturels et la durabilité, avec des programmes de CGLU comme Culture 21+ et les villes pilotes qui se préparent pour l'événement. Elle a également souligné l'importance du Forum des villes intermédiaires à Cuenca, où la démocratie, les approches participatives et le changement climatique seront des thèmes clés, notamment en ce qui concerne les pertes et préjudices, qui sont au cœur d'une transition écologique juste. Elle a conclu en mentionnant le prochain rapport mondial de CGLU sur la décentralisation, qui se concentrera sur les systèmes de soins et continuera à intégrer la culture, la justice climatique et les droits humains dans sa stratégie plus large.
63. Le maire de Bilbao a souligné le rôle de la culture dans le développement de sa ville, en particulier depuis l'ouverture du musée Guggenheim dans les années 90, en positionnant la culture comme un moteur de la croissance économique et de la cohésion sociale. Il a souligné le projet « Bilbao ville de valeurs », qui reflète les droits culturels et l'inclusion, et a exprimé l'engagement de Bilbao en faveur du développement durable et de la localisation des ODD. Il a réaffirmé l'importance de la culture dans la réalisation de ces objectifs, soulignant le rôle des gouvernements locaux dans l'intégration de la culture dans le développement durable.
64. Le député du Conseil provincial de Séville et vice-président de FAMSI a discuté de la sixième édition du Forum mondial sur le développement économique local qui se tiendra à Séville en 2025, en soulignant son rôle en tant que processus de connexion entre les différents acteurs du développement, y compris la société civile, les gouvernements locaux et les organismes internationaux. Il a souligné l'importance pour les gouvernements locaux de faire entendre leur voix dans les discussions mondiales, notamment en ce qui concerne les mécanismes de financement, et a insisté sur la nécessité d'un accès équitable aux ressources de développement. Il a souligné l'importance des solutions locales pour faire avancer l'Agenda 2030 et a appelé à une collaboration continue pour garantir l'inclusion et la durabilité.
65. Le maire de Chefchaouen et envoyé spécial de CGLU pour les systèmes alimentaires a présenté le processus du Forum mondial des villes intermédiaires, qui se tiendra à Cuenca, en Équateur, en janvier 2025. Il a souligné l'importance des villes intermédiaires dans la gouvernance mondiale, le développement territorial et la réponse aux défis climatiques, y compris les pertes et préjudices. Il a insisté sur la nécessité d'une plus grande reconnaissance des villes intermédiaires au sein des organismes internationaux, d'un meilleur accès au financement et du rôle de la participation citoyenne pour garantir la résilience et la justice sociale.

#### **Décisions :**

- **Les membres du Bureau exécutif ont pris note de la stratégie en vue du Sommet social mondial.**
- **Ils et elles ont mandaté le Secrétariat mondial pour développer les travaux en vue d'une Coalition locale sociale.**
- **Ils et elles ont été invité-e-s à contribuer activement au processus menant au Sommet.**
- **Ils et elles ont également été invité-e-s à proposer des idées de thèmes et de sessions pour le Sommet Culture et à se mobiliser pour l'événement.**

- **Les membres du Bureau exécutif ont été invité-e-s à soutenir les consultations et à se mobiliser pour le Forum mondial des villes intermédiaires.**
- **Ils et elles ont pris note des mises à jour concernant l'avancement du processus GOLD VII et ont été invité-e-s à participer activement à la documentation des cas.**
- **Enfin, ils et elles ont été invité-e-s à participer à la stratégie commune de plaider auprès des trois COP, et ont mandaté le Secrétariat mondial pour continuer à diriger les travaux dans ce domaine pour collectif.**

## 2. Mise à jour sur les programmes de CGLU

66. Le maire de La Haye a rappelé l'importance des programmes mondiaux de CGLU en tant qu'élément essentiel de la stratégie plus large de l'Organisation visant à renforcer le rôle et les capacités des gouvernements locaux et régionaux. Ces programmes sont considérés comme essentiels pour accélérer les efforts de développement durable, d'autant plus que la communauté mondiale continue à ne pas atteindre l'Agenda 2030 des ODD. Il a souligné que les programmes de CGLU ne renforcent pas seulement la visibilité et la reconnaissance des gouvernements locaux sur la scène mondiale, mais garantissent également que les actions mondiales sont alignées sur les réalités locales. En comblant le fossé entre les cadres mondiaux et la mise en œuvre locale, ces programmes favorisent un lien plus fort entre l'élaboration des politiques mondiales et les défis quotidiens auxquels les gouvernements locaux sont confrontés.
67. La secrétaire générale de CGLU a présenté l'approche stratégique de l'Organisation en matière de programmes mondiaux, en mettant l'accent sur le pilotage de nouvelles initiatives qui alignent l'action locale sur les objectifs de développement mondiaux. Elle a mis l'accent sur deux initiatives clés : le **Youth Climate Action Fund** (Fonds d'action jeunesse pour le climat) lancé avec Bloomberg Philanthropies, qui mobilise les jeunes pour qu'ils et elles participent aux politiques environnementales, et la **Women and Youth Democracy Initiative** (Initiative pour les femmes et les jeunes dans la démocratie) en partenariat avec ONU Femmes, qui vise à promouvoir l'égalité des genres dans la gouvernance locale. Elle a souligné que l'objectif de CGLU n'est pas simplement de mettre en œuvre des projets, mais de soutenir le renforcement des capacités et des engagements concrets par le biais de partenariats.
68. Le maire de Kitchener et coprésident de CGLU a reconnu les défis rencontrés lors de la mise en œuvre, mais a souligné l'importance d'engager les jeunes et d'aligner les nouveaux partenariats sur les valeurs de CGLU. Il a exprimé sa gratitude pour l'opportunité offerte à sa ville de faire partie du programme et a souligné son importance dans la lutte contre le changement climatique et l'engagement des jeunes.

### Décisions :

- **Les membres du Bureau exécutif ont pris note des progrès réalisés en termes de programmes.**
- **Ils et elles ont été invité-e-s à faire des suggestions pour d'autres initiatives potentielles.**

## 3. Feuilles de route des Conseils politiques de CGLU

69. Le président de SALGA et coprésident de CGLU a rappelé que les Conseils politiques ont été renouvelés suite au Congrès de Daejeon afin de refléter les priorités de l'Organisation émanant du Pacte pour l'avenir. Les premiers débats ont eu lieu après leur adoption à Konya lors du Conseil mondial. La composition finale des Conseils politiques a été adoptée lors du Bureau exécutif de San José, et a été suivie par des réunions officielles des Conseils politiques de CGLU en mai et juin 2024.

70. Le conseiller de Nantes Métropole a souligné le rôle essentiel des gouvernements locaux dans la réalisation du développement durable, tout en soulignant les difficultés qu'ils rencontrent pour accéder à des financements adéquats, en particulier dans les pays du Sud. Il a insisté sur la nécessité pour les gouvernements locaux de disposer d'une autonomie financière et a appelé à un renforcement des liens entre les institutions financières mondiales et les territoires locaux. Il a également mentionné l'importance de l'économie sociale et solidaire et a annoncé la relance de la Communauté de pratiques sur ce sujet, invitant les membres au Forum mondial de 2025 à Bordeaux.
71. La conseillère de Sala et envoyée spéciale de CGLU pour la liberté, la solidarité et la lutte contre la violence envers les dirigeants politiques locaux a résumé le travail du Conseil politique sur la gouvernance multiniveaux, en mettant l'accent sur la démocratisation en tant que voie vers l'égalité, la transparence et la lutte contre la corruption. Elle a souligné l'importance des processus participatifs et de la prise de décision inclusive pour renouveler la démocratie locale et regagner la confiance du public. Elle a également insisté sur le lien indissociable entre les services publics et la confiance, notant les discussions à venir lors de la conférence de l'OIDP à Valongo sur le renforcement de la résilience démocratique.
72. La secrétaire générale de CGLU a mentionné le travail du Conseil politique sur la renaturation, qui se concentre sur la redéfinition de la relation avec la nature et la justice climatique. Elle a souligné son rôle dans l'élaboration de l'agenda du Forum des villes intermédiaires et des prochaines COP, en particulier sur les questions de pertes et préjudices. Elle a encouragé les participant.e.s à examiner les feuilles de route et les programmes de travail des Conseils politiques sur la plateforme UCLGMeets.

#### **Décisions :**

- **Les membres du Conseil mondial ont pris note des feuilles de route des Conseils politiques de CGLU.**
- **Ils et elles ont encouragé les membres des Conseils politiques à participer activement à l'élaboration de l'agenda politique de l'Organisation.**

#### **4. Mettre l'architecture financière au service des villes**

73. Le président de SALGA et coprésident de CGLU a rappelé que la troisième Conférence internationale sur le financement du développement s'est tenue en Éthiopie en 2015 et a conduit à l'adoption de l'Agenda d'action d'Addis-Abeba. La quatrième Conférence internationale sur le financement du développement sera accueillie par le gouvernement espagnol et se tiendra du 30 juin au 3 juillet 2025 à Séville.
74. La secrétaire générale de CGLU a réitéré l'engagement de l'Organisation, en collaboration avec le Fonds mondial pour le développement des villes (FMDV), à développer des recommandations concrètes pour la prochaine Conférence sur le financement du développement. Elle a souligné l'importance d'explorer des mécanismes financiers alternatifs pour les gouvernements locaux et régionaux et a confirmé la présence de CGLU à la conférence de Séville en juin prochain. Elle a remercié l'adjointe au maire de Séville pour le soutien logistique et politique apporté par la ville à l'organisation des sessions de la conférence et a assuré l'engagement du Secrétariat mondial à faire de cette conférence un succès.
75. En l'absence du maire de Johannesburg, le directeur exécutif du FDMV a partagé le discours du Maire, soulignant la nécessité pour CGLU de continuer à évoluer dans ses opérations et ses stratégies de financement. Il a salué la création du poste de responsable des programmes au Secrétariat mondial et a appelé à une collaboration plus approfondie entre CGLU et le FMDV, qui a été créé par CGLU et Metropolis. Il a souligné le rôle du FMDV en tant que pionnier des stratégies de financement urbain et a appelé à un alignement plus étroit entre CGLU et le FMDV afin d'améliorer leur stratégie commune

sur le financement infranational. Il a conclu en engageant le FMDV à soutenir cette prochaine phase de collaboration, en se concentrant sur l'influence de l'écosystème plus large du financement infranational.

#### **Décisions :**

- **Les membres du Conseil mondial ont pris note des éléments clés fournis sur la prochaine Conférence sur le financement du développement, qui se tiendra en juin 2025 à Séville.**
- **Ils et elles ont mandaté le Secrétariat mondial pour élaborer une stratégie commune du collectif organisé dans le cadre du processus menant à la Conférence.**

### **5. Les 30 ans de la déclaration de Pékin**

76. La conseillère de Sala et envoyée spéciale de CGLU pour la liberté, la solidarité et la lutte contre la violence envers les dirigeants politiques locaux s'est penchée sur le rapport des Nations unies sur le développement humain de 1995 et la déclaration de Pékin, qui fixent des objectifs stratégiques pour l'égalité des genres dans 12 domaines essentiels. Malgré les progrès accomplis dans certaines régions, elle a mis en évidence les difficultés persistantes, notant qu'il faudrait des siècles pour combler les lacunes en matière de protection juridique et parvenir à la parité hommes-femmes dans les fonctions dirigeantes. Elle a souligné que les droits des femmes sont des droits humains et que l'autonomisation des femmes profite à l'ensemble de la société. Elle a également souligné l'importance du mouvement municipal féministe dans la création de sociétés durables et inclusives et a mis en exergue le rôle des gouvernements locaux dans la promotion de l'égalité des genres, souvent négligé dans l'élaboration des politiques internationales.
77. Pour l'avenir, l'**envoyée spéciale** a annoncé l'engagement de CGLU à diriger l'examen de la localisation de la Plateforme d'action de Pékin, en se concentrant sur l'engagement politique, les partenariats et le partage des connaissances pour promouvoir l'autonomisation des femmes. La Commission permanente de CGLU pour l'égalité des genres sera le fer de lance de ces efforts en collaboration avec les sections régionales, dans le but de renforcer le leadership de CGLU dans l'agenda mondial de l'égalité. Elle a également invité les membres à une réunion sur l'égalité des genres à Stockholm en 2025, au cours de l'année Pékin+30, afin de discuter plus avant des stratégies visant à atteindre l'égalité des genres et des sociétés inclusives.
78. Le président de SALGA et coprésident de CGLU a suggéré que l'égalité entre les femmes et les hommes soit une priorité dans les discussions futures, car l'autonomisation des femmes est essentielle au progrès de la société.

#### **Décisions :**

- **Les membres du Conseil mondial ont pris note de la stratégie commune prévue dans le cadre de Pékin +30.**
- **Ils et elles ont mandaté la Commission permanente pour l'égalité de genres pour travailler sur la révision de la localisation de Pékin +30.**
- **Ils et elles ont pris note de la proposition d'organiser une réunion spécifique à Stockholm en 2025.**

### **6. Vers le Congrès mondial de CGLU en 2026**

79. La secrétaire générale de CGLU a rappelé qu'un contrat a été signé avec la ville de Tanger lors du Bureau exécutif de San José. Elle a invité les membres de CGLU à commencer à se préparer en soumettant des propositions concrètes concernant les thèmes, les priorités et les formats du Congrès. Elle a souligné l'importance de rendre le Congrès représentatif de tous les membres et de dynamiser le mouvement pour les défis à venir.

Elle a également mentionné que des détails sur les préparations avaient été inclus dans les documents de travail.

**Décisions :**

- **Les membres du Conseil mondial ont pris note des progrès réalisés.**
- **Ils et elles ont mandaté le Secrétariat mondial pour poursuivre les travaux en collaboration avec Tanger.**

## Point 3

# Résultats des débats politiques du Conseil mondial

## Dialogues municipaux de CGLU pour la paix : Construire le nouvel agenda de la paix pour les futures générations, 8 octobre 2024

Modéré par **Emilia Saiz**, secrétaire générale de CGLU

### Ouverture

- **Jan Van Zanen**, maire de La Haye et membre de la Présidence exécutive de CGLU
- **Uğur Ibrahim Altay**, maire de Konya et président de CGLU
- **Mauricio Zunino**, maire de Montevideo
- **Fatimetou Abdel Malick**, présidente de la Région de Nouakchott et coprésidente de CGLU

### Préparer le terrain

- **Todd Howland**, chef du Service du développement, des droits économiques et sociaux, Bureau du Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme

*Panel 1 : Le développement durable comme moteur de la paix. Éliminer la violence et la discrimination pour développer des villes plus sûres et la paix*

- **Paola Pabón**, préfète de Pichincha, présidente de CONGOPE et vice-présidente de CGLU pour le Forum des régions
- **Bheke Stofile**, président de l'Association des gouvernements locaux d'Afrique du Sud (SALGA) et coprésident de CGLU

*Panel 2 : Réponses locales et territoriales à la question de la paix et de la sécurité liées au climat*

- **Juan Mari Aburto**, maire de Bilbao
- **Paulo de Moraes**, secrétaire exécutif de la sécurité citoyenne, Recife

*Panel 3 : Perspective des différentes parties du réseau. CGLU coopère et construit des ponts.*

- **Dion Van der Berg**, conseiller politique principal, PAX for Peace
- **Jordi Vaquer**, secrétaire général de Metropolis
- **Sergio Arredondo**, secrétaire général de FLACMA
- **Fabrizio Rossi**, secrétaire général du CCRE
- **Jean Pierre Elong Mbassi**, secrétaire général de CGLU-Afrique
- **Mehmet Duman**, secrétaire général de CGLU-MEWA

1. **Mme Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU**, a ouvert les Dialogues municipaux de CGLU pour la paix en reconnaissant le long chemin que les membres de CGLU ont parcouru ensemble, soulignant leur **résilience** dans le travail pour la paix. Elle a félicité le maire Jan van Zanen d'avoir audacieusement invité CGLU à La Haye pour discuter de la paix, préparant ainsi le terrain pour cette importante rencontre.
2. Elle a évoqué le **lien profond entre les origines de CGLU et le mouvement pour la paix**, notant que les Dialogues municipaux pour la paix servent de plateforme pour **maintenir le dialogue et garder les ponts ouverts** pendant les périodes difficiles. Si CGLU ne peut pas empêcher les guerres ou arrêter les conflits, les gouvernements locaux et régionaux jouent un rôle crucial en préparant l'après-guerre et en encourageant le dialogue au niveau de la communauté. Elle a souligné que les conflits découlent souvent d'intérêts nationaux qui ne reflètent pas les préoccupations quotidiennes des dirigeants·e·s locaux et locales, mais c'est au niveau local que les efforts de consolidation de la paix sont les plus efficaces. Elle a conclu en exprimant l'espoir que CGLU continue à construire un nouvel agenda pour la paix qui profite aux générations futures, avec le soutien de son réseau mondial de plus de 250 000 membres.

3. **M. Jan Van Zanen, maire de La Haye et membre de la Présidence exécutive de CGLU**, a souhaité la bienvenue aux participant·e·s du Conseil mondial de CGLU et aux Dialogues municipaux pour la paix à La Haye, en soulignant la réputation de la ville en tant que centre mondial pour la paix et la justice. Il a exprimé sa fierté et son honneur d'accueillir cet événement, remerciant les organisateurs, organisatrices et partenaires internationaux pour leurs contributions. Il a souligné l'importance de **réunir des personnes engagées dans l'élaboration d'un agenda commun pour la paix au niveau local**, notant que si les Nations unies s'occupent de la consolidation de la paix au niveau mondial, les gouvernements locaux et régionaux sont également des acteurs cruciaux dans ce processus.
4. Il a souligné que ce sont les communautés locales qui souffrent le plus des conflits, ce qui rend le rôle des gouvernements locaux vital dans les efforts de consolidation de la paix. Il a présenté la **Charte de La Haye sur la paix municipale**, un document évolutif finalisé à La Haye, qui partage les meilleures pratiques, les exemples et les recommandations concrètes pour les initiatives locales de construction de la paix. Il a remis la Charte à Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU, pour qu'elle soit incluse dans l'agenda de paix de CGLU.
5. La Charte, ainsi que des initiatives telles que le Prix de CGLU pour la paix, met en lumière les **projets de paix menés par les communautés** et cherche à inspirer d'autres personnes à passer à l'action. M. Van Zanen a souligné l'importance de donner aux communautés locales une voix dans la création d'une paix durable, et a appelé à ce que les gouvernements locaux soient reconnus comme des acteurs essentiels dans les efforts de construction de la paix dans les forums mondiaux tels que les Nations unies. Il a conclu en encourageant l'unité, la connexion et le dialogue comme base pour cultiver une paix durable dans les communautés du monde entier.
6. **M. Uğur Ibrahim Altay, maire de Konya et président de CGLU**, a souligné l'importance de la **diplomatie urbaine** et le rôle des gouvernements locaux dans la construction de la paix. Il a déclaré que la paix doit être établie au niveau local, soulignant la mission fondamentale de CGLU qui consiste à placer les communautés au centre de ses efforts. Les dirigeant·e·s locaux et locales ont la responsabilité unique d'agir en **tant que médiateurs et bâtisseurs de paix**, en veillant à ce que les communautés restent connectées et que le dialogue se poursuive même pendant les conflits.
7. Il a souligné que si les gouvernements locaux n'ont pas le pouvoir de mettre fin aux guerres, ils peuvent encourager les partenariats et la solidarité pour soutenir les efforts de consolidation de la paix. En travaillant avec les gouvernements nationaux, les acteurs internationaux et d'autres partenaires, les gouvernements locaux peuvent jouer un rôle important en **maintenant les canaux de communication ouverts et en renforçant la démocratie locale**. Le Président a souligné les tragédies en cours dans des endroits comme la Palestine, le Liban et l'Ukraine, condamnant la violence et le silence mondial qui entoure ces atrocités. Il a affirmé que ce silence rend la communauté internationale complice de la souffrance de personnes innocentes, en particulier d'enfants.
8. Le Président a appelé à un engagement plus fort en faveur des principes de paix et de fraternité, exhortant les dirigeants locaux et régionaux à élever la voix et à faire pression pour obtenir davantage de responsabilités dans les efforts de paix. Il a fait référence à l'appel du secrétaire général des Nations unies en faveur d'une diplomatie mondiale et de la création d'un **fonds permanent pour la paix**, soulignant que même dans les moments les plus difficiles, le dialogue doit être maintenu. Il a conclu en soulignant le rôle essentiel des gouvernements locaux pour assurer les services de base, résoudre les conflits et construire un avenir fondé sur la paix.
9. **M. Mauricio Zunino, maire de Montevideo**, a souligné le rôle fondamental que jouent les gouvernements locaux dans la promotion de la paix, notant que si les gouvernements

nationaux se concentrent souvent sur la résolution des conflits, ce sont les territoires locaux où vivent les gens qui subissent le plus les conséquences des conflits. Ces territoires sont souvent confrontés aux effets dévastateurs de la guerre, aux violations des droits humains et à l'absence de paix, ce qui fait des gouvernements locaux des acteurs clés du processus de consolidation de la paix.

10. Le Maire a appelé à une « **nouvelle diplomatie de la paix** » qui rejette la violence sous toutes ses formes, des guerres traditionnelles à la violence urbaine, en passant par la discrimination fondée sur l'appartenance ethnique, le genre ou l'orientation sexuelle, et les mauvais traitements infligés aux populations marginalisées. Il a souligné l'importance du **respect des droits humains et de l'égalité des genres dans la construction d'une paix durable**. Il a également annoncé l'organisation de la nouvelle édition du **Forum mondial des villes et territoires de paix**, qui se tiendra à Montevideo du 2 au 5 mai 2025, invitant les villes et les gouvernements locaux à participer à l'élaboration d'un nouvel agenda pour la paix. L'objectif de ce Forum est de répondre à la montée de la violence et de l'agressivité dans le monde en promouvant la coexistence, la tolérance et le dialogue comme éléments centraux pour transformer les conflits en solutions pacifiques. Il a conclu en appelant à la coopération et à l'engagement pour construire un monde plus égalitaire, plus juste et plus pacifique.
11. **Mme Fatimetou Abdel Malick, présidente de la Région de Nouakchott et coprésidente de CGLU**, a souligné l'importance de la paix en tant que principe directeur des politiques locales, soulignant que les gouvernements locaux sont en première ligne pour relever les défis mondiaux tels que les crises environnementales, les inégalités et les conflits. Elle a souligné que les villes et les communautés sont les premières à ressentir l'impact de ces crises et doivent également être les premières à mettre en œuvre des solutions. Les gouvernements locaux et régionaux, grâce à leurs **services publics quotidiens** et à **l'engagement de la communauté**, jouent un rôle crucial dans la garantie d'une paix durable. Elle a fait référence au travail du Groupe consultatif du secrétaire général des Nations unies, qui a souligné l'importance des acteurs locaux dans la consolidation de la paix et dans la promotion d'une gouvernance mondiale plus efficace et plus juste.
12. Elle a souligné le **rôle essentiel des femmes dans la consolidation de la paix et la cohésion sociale**, appelant à une plus grande reconnaissance de leurs contributions. En tant que dirigeantes locales, les femmes font preuve d'un leadership inclusif qui donne la priorité aux soins et aux politiques centrées sur les personnes. La Coprésidente a souligné la nécessité de localiser l'agenda sur les femmes, la paix et la sécurité afin de garantir la participation continue des femmes à ces efforts. Elle a plaidé en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes, qui sont fondamentales pour parvenir à une paix durable.
13. En conclusion, la Coprésidente a souligné l'importance des **mesures préventives** dans le maintien de la paix au niveau local, telles que la promotion de l'égalité et de l'accès aux services publics. En favorisant l'inclusion, les gouvernements locaux peuvent contribuer à prévenir l'escalade des conflits et, grâce à leur engagement collectif, la paix peut devenir une réalité durable pour toutes et tous.
14. **M. Todd Howland, chef du Service du développement, des droits économiques et sociaux du Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme**, a commencé par partager l'observation de CGLU selon laquelle le rôle des gouvernements locaux dans la construction de la paix est souvent sous-estimé et mal compris par la communauté internationale. S'appuyant sur son expérience dans des zones de conflit telles que le Salvador, l'Éthiopie, l'Angola et la Colombie, il a souligné que les gouvernements locaux sont essentiels pour établir les conditions de la paix. Il a souligné que **les gouvernements locaux sont le point d'entrée pour les droits humains** parce qu'ils sont les plus proches des citoyen·ne·s et de leurs besoins quotidiens, ce qui permet de construire ou d'éroder la confiance.



15. M. Howland a souligné que la paix se construit à plusieurs niveaux et que l'engagement des gouvernements locaux est essentiel pour rendre la paix durable. Il a souligné que les trois piliers des Nations unies - la paix, le développement et les droits humains - devaient être interconnectés dans les contextes de conflit. Le respect des droits humains fondamentaux, l'inclusion et la participation à la prise de décisions sont essentiels pour créer les conditions sociales nécessaires à une paix durable. Il a conclu en soulignant l'importance des gouvernements locaux dans le nouvel agenda pour la paix 2023 de l'ONU et dans l'**examen de l'architecture de consolidation de la paix 2025 de l'ONU**, en mettant l'accent sur leur rôle dans la lutte contre les causes profondes de la violence et des conflits par le biais d'**approches axées sur les droits humains**.
16. Enfin, M. Howland a évoqué l'importance du partenariat entre CGLU et l'ONU pour promouvoir les droits humains, en particulier par le biais des gouvernements locaux. Il a souligné la campagne de CGLU « 10, 100, 1000 villes et territoires de droits humains d'ici 2030 » et a insisté sur la nécessité d'un leadership local, de structures institutionnelles et de mesures opérationnelles pour créer des villes de droits humains. Il a également exhorté les gouvernements locaux à s'engager dans les mécanismes de l'ONU et les échanges de connaissances pour faire avancer les efforts en matière de droits humains.
17. **Mme Paola Pabón, préfète de Pichincha, présidente de CONGOPE et vice-présidente de CGLU pour le Forum des régions**, a souligné le rôle crucial que jouent les gouvernements locaux et régionaux dans la construction de la paix, en mettant l'accent sur les divers défis auxquels ils sont confrontés, des guerres et des conflits internes à la **violence contre les groupes marginalisés**. Elle a fait remarquer que les villes et les régions subissent la pression de ces conflits et que leur rôle dans la fourniture de services aux populations touchées les rend essentielles dans les efforts de consolidation de la paix. Elle a apprécié les réflexions de M. Howland sur la nécessité d'une nouvelle architecture de la paix et a souligné l'importance d'inclure les gouvernements infranationaux dans l'agenda de la paix.
18. La Vice-présidente a fait part d'efforts spécifiques en Équateur, où les gouvernements provinciaux élaborent des plans de sécurité et collaborent avec des entités nationales pour renforcer la sécurité des citoyen·ne·s, en particulier des jeunes vulnérables au crime organisé. Elle a également souligné l'importance de la **participation des citoyen·ne·s à l'élaboration de politiques publiques qui favorisent la paix**, en insistant sur la **récupération des espaces publics** à des fins communautaires comme élément clé. En outre, elle a souligné l'importance **de la justice sociale et de l'égalité** dans l'instauration d'une paix durable, en insistant sur la nécessité de mettre en place des politiques qui tiennent compte de l'égalité des genres, de la violence à l'égard des femmes et des besoins des populations vulnérables, y compris les migrant·e·s. Elle a conclu en soulignant le rôle des gouvernements infranationaux dans la promotion de la paix par le biais de politiques publiques inclusives, en particulier pour les jeunes et les enfants, et l'importance des mécanismes alternatifs de résolution des conflits.
19. **M. Bheke Stofile, président de l'Association des gouvernements locaux d'Afrique du Sud (SALGA) et coprésident de CGLU**, a commencé son intervention en soulignant que le développement de la paix commence par la responsabilité individuelle, enracinée dans l'amour et le respect des un·e·s et des autres. Il a souligné que les gouvernements locaux, en tant que représentants des communautés, doivent être considérés non seulement comme des prestataires de services, mais aussi comme des entités qui tirent **leur mandat de la population**. Les communautés, selon lui, sont des parties prenantes qui influencent le fonctionnement des gouvernements locaux, et le succès de la gouvernance locale dépend de l'évolution des conditions de ces communautés, qu'il assimile à un retour sur investissement.
20. Le Coprésident a souligné l'importance **de la collaboration et de la coordination entre les différents niveaux de gouvernement** pour relever efficacement les défis

communautaires. Il a noté que le développement durable est essentiel au maintien de la paix et des droits humains, et que les gouvernements locaux devraient travailler main dans la main avec les gouvernements centraux pour atteindre ces objectifs. Il s'est dit préoccupé par le fait que si de nombreux accords et traités ont été signés, leur mise en œuvre reste lacunaire. Utilisant la métaphore des gouvernements locaux comme les jambes d'un corps, il a soutenu que les gouvernements locaux jouent un rôle crucial en conduisant le corps dans son ensemble (représentant l'ensemble du système de gouvernance) vers les résultats souhaités. Il a conclu en appelant à des **partenariats plus solides** avec des institutions telles que les Nations unies afin de favoriser le développement durable, la croissance économique et un avenir inclusif pour toutes et tous, soulignant qu'une coordination efficace est vitale pour résoudre les défis mondiaux.

21. **M. Juan Mari Aburto, maire de Bilbao**, a partagé l'expérience de Bilbao en matière de construction de la paix grâce au **Forum de Bilbao pour la paix et la coexistence**, une initiative qui a vu le jour en réponse à des décennies de terrorisme et de violence dans la société basque, en particulier entre 1960 et 2010. Pendant cette période, 93 personnes ont été tuées à Bilbao, principalement par le groupe terroriste ETA, laissant de profondes cicatrices dans le tissu social de la ville.
22. Le **Forum de Bilbao**, créé en 2017, est un espace **de dialogue, de réconciliation et de soutien aux victimes**, fondé sur les valeurs **d'empathie, de solidarité et de respect de la diversité**. Il cherche à garantir que de telles violences ne se répètent jamais et favorise un large consensus social et politique en collaboration avec les institutions publiques. Le Forum donne la priorité à la reconnaissance des victimes, au maintien des relations entre les victimes et l'administration municipale et à la promotion de l'empathie sociale. Ses principales actions comprennent la commémoration publique, le dialogue avec les citoyen·ne·s et l'organisation de la Journée du souvenir le 10 septembre de chaque année pour réaffirmer l'engagement de la ville en faveur de la paix et de la coexistence.
23. Le Forum comprend un groupe diversifié de 22 membres, dont des victimes, des groupes politiques et des expert·e·s, et vise à intégrer la voix des victimes dans les politiques publiques. M. Aburto a souligné que **la paix doit être construite à partir de la base**, en commençant par les personnes les plus touchées par la violence. Il s'est dit convaincu que le modèle de Bilbao peut servir d'exemple à d'autres villes œuvrant pour la paix, en montrant comment les gouvernements locaux peuvent mener des efforts de réconciliation par le biais de la participation démocratique.
24. **M. Paulo de Moraes, secrétaire exécutif de la sécurité citoyenne à Recife**, a exprimé sa gratitude aux organisateurs et organisatrices pour l'occasion qui lui a été donnée de partager le travail de Recife en matière de construction de la paix, qui a été considérablement influencé par le **prix de CGLU pour la paix**. Il a souligné l'importance cruciale d'une telle reconnaissance pour les **petites et moyennes villes** comme Recife, leur permettant de présenter leurs efforts sur la scène mondiale et de tirer des enseignements de l'expérience d'autres villes, comme Medellín, en Colombie. Cet échange de connaissances, a-t-il fait remarquer, a joué un rôle déterminant dans le parcours de Recife en matière de construction de la paix.
25. Il a souligné l'importance du Prix pour la paix pour attirer l'attention sur des initiatives et des régions plus petites, souvent éclipsées par des problèmes mondiaux plus importants. La reconnaissance de Recife en tant que finaliste en 2022 a apporté une visibilité et un soutien accrus à leur travail. Depuis lors, le **réseau de centres communautaires pour la paix** de la ville est passé de quatre à six, et il est prévu de le porter à huit l'année prochaine. En outre, le gouvernement fédéral finance actuellement la diffusion de l'initiative de Recife dans tout le Brésil, dans le but d'établir 30 centres de paix communautaires inspirés de leur modèle.

26. M. de Moraes a conclu en soulignant l'importance de l'**expérience d'apprentissage de ville à ville**, qui a permis à Recife de partager ses succès et d'étendre son impact. Il a exprimé sa fierté de voir comment les initiatives locales peuvent évoluer vers des politiques publiques nationales, renforçant ainsi le pouvoir des gouvernements locaux dans la promotion de la paix et du changement.
27. **M. Dion Van der Berg, conseiller politique principal chez PAX for Peace**, a souligné le puissant potentiel de **consolidation de la paix des gouvernements locaux**, soulignant qu'il ne s'agit pas simplement d'un rêve mais d'une réalité, comme l'illustre le travail remarquable de Recife. Il a encouragé tout le monde à explorer les réalisations de Recife comme un témoignage de l'**impact tangible que les initiatives locales peuvent avoir sur la construction de la paix**. Il a reconnu que si ce travail a besoin de plus de soutien et de visibilité, il est essentiel que les gouvernements nationaux, la communauté des bailleurs de fonds et les Nations unies reconnaissent et amplifient ces efforts locaux.
28. Militant pour la paix depuis près de 50 ans, M. Van der Berg a travaillé en étroite collaboration avec les gouvernements locaux sur des initiatives de consolidation de la paix et estime que les gouvernements locaux jouent un rôle clé dans la promotion de la paix, de la démocratie et des droits humains. Il a encouragé les organisations de paix à se concentrer davantage sur le **potentiel des gouvernements locaux**, malgré le scepticisme de certains groupes qui considèrent les gouvernements locaux comme de simples extensions de l'Etat. Il a conseillé d'engager des initiatives de paix locales, en soulignant l'importance de l'écoute, de la recherche d'un terrain d'entente et de la promotion de la collaboration.
29. Il a reconnu les défis mondiaux et la violence qui affectent les villes et leurs citoyen·ne·s, soulignant que les maires et les dirigeant·e·s locaux et locales sont souvent confronté·e·s à d'énormes difficultés pendant et après les conflits. Il a exprimé l'espoir que des rencontres comme celle-ci, et de futurs événements comme celui de Montevideo, renforceront la solidarité internationale. Il a souligné que **la diplomatie des villes** offre une approche unique pour surmonter les conflits, centrée sur la **dignité humaine et les intérêts communs**, plutôt que de reproduire les réponses des gouvernements nationaux ou du Conseil de sécurité.
30. **M. Jordi Vaquer, secrétaire général de Metropolis**, a souligné les équilibres complexes et délicats auxquels Metropolis est confronté parmi ses membres. Cependant, il s'est concentré sur une question cruciale qui n'avait pas encore été discutée de manière approfondie : le rôle des autorités locales dans la lutte contre le **déplacement des personnes**. Il a souligné l'importance croissante des gouvernements locaux, en particulier des grandes villes, dans la fourniture **d'abris et de soins aux personnes déplacées et aux migrant·e·s**, qui font partie des groupes les plus vulnérables. Il a mentionné l'annonce récente du **premier fonds de soins de Metropolis**, visant spécifiquement à soutenir les villes qui adoptent une approche de soins pour aider les personnes prodiguant des soins et les populations déplacées. Il a également mentionné les partenariats de Metropolis avec des organisations telles que **Cities Alliance** et le **Conseil des maires pour la migration**, qui travaillent sur les questions de déplacement.
31. M. Vaquer a souligné le rôle vital des villes et des gouvernements locaux pour assurer la sécurité des personnes déplacées dans un contexte de conflit et de violence. Il a souligné que même si la paix n'est pas encore établie, assurer la sécurité des personnes est une responsabilité immédiate et urgente que les autorités locales du monde entier, des petits villages aux grandes villes, assument chaque jour. Ce rôle essentiel des gouvernements locaux, selon lui, est un aspect crucial des efforts de consolidation de la paix.
32. **M. Sergio Arredondo, secrétaire général de FLACMA**, s'est dit profondément préoccupé par la question urgente de la violence et des problèmes de sécurité en

Amérique latine. Il a souligné les difficultés spécifiques à la région auxquelles sont confrontés les pays d'Amérique latine, en particulier la centralisation du pouvoir, les faiblesses institutionnelles et l'impact dévastateur du **narcotrafic**, qui est devenu une menace croissante semblable à un « cancer » qui sape la santé publique, la sécurité et la stabilité.

33. Il a fait part des graves conséquences de cette crise, soulignant que les gouvernements locaux sont directement touchés par l'**affaiblissement des institutions de sécurité**, souvent cooptées par des organisations criminelles, et par la montée de la **violence politique** qui en résulte. Il a relaté des incidents alarmants de violence à l'encontre de dirigeants locaux, notant la mort récente de maires et de candidats politiques dans des pays comme l'Équateur et le Mexique. La montée de la violence politique, en particulier à l'encontre des maires, est devenue omniprésente, six maires en exercice et 32 candidats politiques ayant été tués rien qu'au Mexique lors des dernières élections locales. Il a appelé à une action urgente de la part d'organisations telles que CGLU. Il a mentionné que la Fédération des municipalités mexicaines envoie actuellement une communication pour demander au gouvernement national d'agir afin de reprendre le contrôle des forces de police locales, qui ont été centralisées, laissant les municipalités vulnérables.
34. En conclusion, M. Arredondo a appelé à l'approfondissement de ce dialogue et à l'élaboration d'une stratégie globale et proactive pour éviter que cette crise ne s'aggrave encore en Amérique latine, faisant écho à l'appel du président Altay en faveur d'interventions immédiates et stratégiques.
35. **M. Fabrizio Rossi, secrétaire général du CCRE**, a fait écho aux inquiétudes soulevées par **FLACMA** concernant l'augmentation de la violence à l'encontre des élu·e·s locaux et locales, notant que cette tendance alarmante est également présente en Europe, bien que les manifestations soient très différentes. Il a souligné la tendance croissante des **discours de haine et de violence** visant les élus locaux, en particulier les **dirigeantes femmes** et les personnes issues de **groupes minoritaires**. Il a souligné l'importance de soutenir et de protéger les dirigeant·e·s locaux et locales, car beaucoup d'entre eux et elles choisissent de quitter leur poste en raison des risques encourus, ce qui menace en fin de compte les **processus démocratiques** au niveau local.
36. Il a souligné que la préservation du leadership local est essentielle au maintien de la paix au sein des communautés, car la paix est ancrée dans le fait de permettre aux gens de participer à l'élaboration de leur société par le biais de l'**engagement civique**. Sans cette possibilité, la paix ne peut s'épanouir. Il a insisté sur le fait que l'engagement démocratique à tous les niveaux de gouvernance est essentiel pour que la paix puisse se développer.
37. M. Rossi a également partagé un message d'espoir, notant que si les conflits et la violence existent toujours, l'humanité vit l'une de ses périodes les plus pacifiques et les plus prospères. Il a cité l'amélioration **de la santé, de la richesse et de l'espérance de vie dans le monde**, ainsi que la réduction des disparités économiques entre les pays, même si les inégalités internes persistent. Il a attribué ces réalisations au succès du **multilatéralisme** et de la **gouvernance à plusieurs niveaux**, où les gouvernements locaux et régionaux ont joué un rôle clé dans la création d'un monde plus pacifique et plus équitable.
38. **M. Jean Pierre Elong Mbassi, secrétaire général de CGLU-Afrique**, a appelé à la prudence malgré des perspectives optimistes, soulignant **le contraste frappant entre l'augmentation des richesses dans le monde et leur répartition inégale**. Il a souligné que si l'espérance de vie mondiale a augmenté, des problèmes inquiétants persistent, notamment en ce qui concerne l'**implication des jeunes dans la criminalité**, qui semble paradoxalement augmenter parallèlement à l'allongement de l'espérance de vie. Il a souligné que les espaces marginalisés des pays africains, négligés

par les gouvernements centraux, sont devenus des terrains propices à la révolte et à la désillusion.

39. Il a fait valoir que les gouvernements locaux jouent un rôle crucial dans la reconquête de la confiance de ces populations. S'appuyant sur l'exemple du coprésident Stofile, il a souligné que la résolution des problèmes liés à la dignité au niveau local peut réconcilier les individus avec la société. Toutefois, lorsque **les droits fondamentaux et les biens publics** sont bafoués, les personnes sont vulnérables aux forces qui favorisent les divisions et les conflits.
40. M. Elong Mabssi a souligné que la lutte pour la paix est en effet une bataille et l'a reliée aux origines du mouvement municipal, qui visait à construire une Europe pacifique et à inspirer d'autres régions, comme l'Afrique, à suivre son exemple. Il a appelé à s'attaquer **à la pauvreté et à l'inégalité entre les genres** au niveau local, car la résolution de ces problèmes dans chaque communauté permettrait de trouver des solutions à l'échelle mondiale. Il a conclu en soulignant que la construction d'une paix durable nécessite de s'attaquer aux **causes profondes des conflits** et que, sans ces efforts, tout succès restera superficiel et éphémère.
41. **M. Mehmet Duman, secrétaire général de CGLU-MEWA**, a souligné le rôle crucial d'un plaidoyer continu en faveur de la paix, à la fois en tant qu'individus et en tant qu'organisations. Il a reconnu la nature complexe de la région du Moyen-Orient et de l'Asie de l'Ouest, qui connaît à la fois de graves **crises humanitaires** et des **avancées technologiques et des solutions urbaines innovantes**. Malgré ces contrastes, il a souligné que l'élément manquant est la paix.
42. Il a appelé à une **action collective**, exhortant toutes et tous les participant·e·s à rechercher des moyens d'établir et de maintenir une paix durable dans les villes, les territoires et au-delà. Il a conclu en soulignant l'importance de donner la priorité à la paix dans toutes les discussions et actions.
43. Dans ses remarques finales, **Mme Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU**, a exprimé sa gratitude pour les appels à la paix. Elle a ensuite clôturé la session en invitant les participant·e·s à regarder une vidéo de **Montevideo**, faisant la promotion du prochain **Forum des villes et territoires de paix**. Elle a noté que les discussions avaient fourni des informations précieuses sur les efforts de construction de la paix de l'Organisation, qui feraient l'objet d'un débat plus approfondi au sein du Bureau exécutif et du Conseil mondial. Enfin, elle a remercié la ville de La Haye, l'Association des municipalités néerlandaises et l'équipe de CGLU pour leur travail d'organisation de la session.

## **Débat politique : Encourager des économies d'égalité pour financer l'agenda des soins, 9 octobre 2024**

*Modéré par Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU*

*Intervenant·e·s :*

- **Paola Pabón**, préfète de Pichincha, présidente de CONGOPE et vice-présidente de CGLU pour le Forum des régions
- **Nakamura Rinji**, vice-gouverneur de Tokyo
- **Ye Niuping**, maire de Xi'an et coprésident de CGLU
- **Sello Enoch Morero**, maire exécutif de Johannesburg
- **Francisco Reyes**, président du Conseil provincial de Jaén et président de FAMSI
- **Wobine Buijs**, maire d'Oss

*Interventions de la salle*

44. **Mme Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU**, a ouvert le débat politique sur « Encourager des économies d'égalité pour financer l'agenda des soins » en soulignant les aspects clés des économies d'égalité et de l'agenda des soins, thèmes centraux de la

stratégie de l'Organisation. La session, qui faisait partie des réunions statutaires de CGLU, visait à faciliter des échanges approfondis entre les dirigeants politiques plutôt qu'une prise de décision formelle. Elle a souligné l'importance de ces débats informels en tant qu'espace de partage d'expériences et d'idées, en particulier en ce qui concerne le **financement structurel** des gouvernements locaux et régionaux.

45. **Le soin est au cœur de la stratégie de CGLU**, a rappelé la Secrétaire générale, avec un fort accent sur le plaidoyer en faveur de l'amélioration des mécanismes de financement de la gouvernance locale. Cependant, il ne s'agit pas seulement d'obtenir plus de fonds, mais de **changer les priorités d'investissement** et de **transformer l'architecture financière** aux niveaux international et national, un changement qui est essentiel pour promouvoir l'égalité.
46. **Mme Paola Pabón, préfète de Pichincha, présidente de CONGOPE et vice-présidente de CGLU pour le Forum des régions**, a commencé son intervention en soulignant l'importance de reconnaître les **soins comme un droit** et un **travail fondamental** qui devrait être garanti et rémunéré. Elle a souligné que la construction d'une société de soins est essentielle à la **transformation structurelle** des sociétés, à la revitalisation économique et à la promotion d'un avenir plus digne, plus productif, plus inclusif et plus durable.
47. Malgré cela, les systèmes de soins restent **invisibles, sous-financés et inégalement répartis**. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les soins non rémunérés représentent entre 20 et 30 % du PIB, mais ne sont pas pris en compte dans les indicateurs économiques traditionnels. Les femmes effectuent 60 % de ce travail non rémunéré, ce qui renforce les **inégalités entre les genres**. La Vice-présidente a établi un lien entre les politiques d'austérité, la privatisation et la réduction des dépenses publiques et la détérioration des conditions de soin, qui touche de manière disproportionnée les femmes et les communautés démunies.
48. Elle a présenté le programme **POR TI MUJER** à Pichincha, qui subventionne les services de santé pour les femmes et fournit des services essentiels. Une autre initiative, le programme **Guarmi Pichincha**, offre des services de garde d'enfants tandis que les mères bénéficient d'un soutien psychologique, juridique et judiciaire, montrant ainsi que les systèmes de soins sont essentiels à la **dignité humaine** et à la **justice sociale**. La Vice-présidente a appelé à la **décentralisation fiscale** et à la restructuration de l'architecture financière mondiale, plaidant pour des mécanismes financiers qui donnent la priorité aux réalités locales et aux **fonds coopératifs décentralisés**. Elle a conclu en rappelant avec force que **si les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête**, soulignant ainsi la nécessité pour les femmes de disposer du temps et des ressources nécessaires pour vivre pleinement leur vie.
49. **M. Nakamura Rinji, vice-gouverneur de Tokyo**, a axé son intervention sur les mesures d'adaptation au changement climatique et le financement de Tokyo. Il a souligné la fréquence croissante des **phénomènes météorologiques extrêmes**, tels que les températures record, les inondations plus fréquentes et les catastrophes naturelles graves, qui touchent le Japon et le monde entier. En réponse à ces défis, Tokyo a lancé le **projet de résilience de Tokyo** en décembre 2022 afin d'améliorer la préparation de la ville aux catastrophes grâce à des mesures à la fois « dures et douces ». Les principales initiatives comprennent la construction de réservoirs de régulation souterrains pour stocker les eaux de crue et réduire le risque d'inondation urbaine. Tokyo développe également un tunnel souterrain pour relier les réservoirs existants et prévoit de construire des canaux de dérivation pour acheminer l'eau excédentaire vers la mer. Outre ces projets à grande échelle, Tokyo intègre des **infrastructures vertes** pour travailler en harmonie avec la nature, tout en élevant des digues pour faire face à l'élévation du niveau de la mer.

50. Le Vice-gouverneur a mis l'accent sur l'utilisation de l'**IA et des technologies numériques** pour améliorer l'efficacité des infrastructures, tout en s'attaquant à d'autres catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre et les éruptions volcaniques. Ces mesures s'accompagnent de **coûts financiers importants**, mais il a souligné qu'**investir dans la résilience** est plus rentable que les dommages potentiels causés par les catastrophes.
51. Pour financer ces efforts, Tokyo utilise des **obligations vertes et bleues** et a mis en place un **fonds de résilience**. La ville fait également progresser la **décarbonisation** grâce à l'échange de crédits carbone. Le Vice-gouverneur a présenté **Sushi Tech Tokyo**, une initiative visant à encourager la collaboration entre les villes, les startups et les entreprises technologiques pour construire un avenir durable. La prochaine édition de Sushi Tech Tokyo 2025 comprendra une conférence sur les startups et une réunion des hauts fonctionnaires de la ville afin de relever les défis urbains. Il a conclu en invitant à une collaboration et à des partenariats à l'échelle mondiale, soulignant que les villes jouent un rôle crucial pour assurer un avenir sûr et durable à leurs habitant·e·s.
52. **M. Ye Niuping, maire de Xi'an et coprésident de CGLU**, s'est concentré sur les politiques financières de Xi'an visant à promouvoir **le développement économique et l'équité sociale**. Xi'an, avec une population de plus de 13 millions d'habitant·e·s, fait face à une demande croissante de services publics tels que l'éducation, les soins de santé et les activités culturelles, qui sont soutenus par une structure de financement public. Le vieillissement de la population et la diversité des besoins de la ville nécessitent des ajustements des finances publiques pour fournir des services tels que les retraites, les soins de santé et l'aide aux familles. Le modèle de **services communautaires** combine les subventions publiques et les opérations de marché pour répondre à ces besoins. Xi'an investit également beaucoup dans les infrastructures, telles que les routes, les réseaux souterrains et les transports publics, 20 % des dépenses publiques étant consacrées à l'amélioration de la fonctionnalité urbaine.
53. Pour soutenir la **transformation industrielle** et un **développement de haute qualité**, Xi'an encourage une concurrence loyale dans un marché unifié, en se concentrant sur la technologie, l'intelligence et le développement vert. Xi'an donne également la priorité à la **lutte contre la pauvreté**, en continuant d'investir dans les zones rurales et les **groupes vulnérables** pour assurer la stabilité de la réduction de la pauvreté. Pour remédier aux **inégalités régionales**, les paiements de transfert aident les districts les moins développés à améliorer leur situation économique.
54. La ville met également en place un **système d'aide sociale** adapté à différents groupes, en utilisant le **big data** pour fournir une aide ciblée aux personnes en situation de handicap, aux enfants et aux femmes, en garantissant l'égalité des chances en matière d'éducation et d'emploi. Le Coprésident a souligné que si les différentes villes ont des systèmes sociaux uniques, toutes les politiques financières visent à favoriser l'équité sociale et la prospérité. Xi'an continuera à apprendre des autres villes du monde et à collaborer avec elles pour faire progresser le développement durable.
55. **M. Sello Enoch Morero, maire exécutif de Johannesburg**, a souligné la nécessité d'une **gouvernance collaborative** pour relever les défis urbains complexes, en s'inspirant de la philosophie africaine de l'Ubuntu, qui promeut **l'interconnexion et la responsabilité collective**. Il a présenté trois programmes phares qui illustrent cette approche. Tout d'abord, le paquet social élargi, un partenariat avec le gouvernement national, garantit que les résident·e·s vulnérables, tels que les familles dirigées par des enfants et les personnes âgées, ont accès aux services essentiels comme l'eau et l'électricité grâce à des subventions équitables. Deuxièmement, Johannesburg s'est associée au secteur privé pour mettre en place des feux de circulation alimentés par l'énergie solaire, assurant ainsi la continuité des services pendant les coupures de courant nationales. Troisièmement, la ville a lancé un projet de micro-réseau solaire photovoltaïque dans le quartier informel d'Alexander, alignant le financement

international du climat sur les besoins locaux afin de lutter contre la **pauvreté énergétique** et de promouvoir l'**équité sociale**.

56. Le Maire a souligné que de nombreuses villes des pays à revenus moyens et faibles sont limitées par les politiques fiscales nationales et n'ont pas d'**accès direct aux financements pour le climat et le développement**. Il a insisté sur la nécessité d'une architecture financière systémique qui réponde aux besoins infranationaux et favorise une urbanisation durable et résiliente. Il a soutenu la réforme du système financier mondial initiée par le Premier ministre de la Barbade, mais l'a exhortée à intégrer le rôle des gouvernements locaux dans la mise en œuvre de programmes mondiaux tels que les ODD. Il a annoncé que le FMDV testera des programmes nationaux au Cameroun et à Madagascar pour renforcer le financement infranational. Il a également plaidé pour la professionnalisation de l'intermédiation financière par le biais de banques de développement nationales et infranationales, qui sont mieux équipées pour concevoir des produits financiers adaptés aux besoins locaux. Ces banques sont essentielles pour connecter les gouvernements locaux aux financements multilatéraux.
57. Le Maire a proposé de créer des **pôles financiers** (FIN hubs) pour améliorer l'accès au financement urbain en offrant une assistance technique, une mise en relation avec des financiers et en soutenant la préparation des projets. Ces pôles serviraient de passerelles entre les autorités publiques et les investisseurs privés, favorisant l'innovation financière au service du développement urbain. En conclusion, il a appelé à renforcer les **capacités d'ingénierie financière publique** pour stimuler la transformation urbaine et remédier aux **défaillances du marché financier mondial**, en veillant à ce que les villes deviennent des chefs de file en matière d'**investissement durable**.
58. **M. Francisco Reyes, président du Conseil provincial de Jaén et président de FAMSI**, a souligné l'importance des gouvernements locaux dans la coopération internationale, le développement durable et le **renforcement institutionnel local**. FAMSI, le réseau des municipalités andalouses, vise à promouvoir la **solidarité** entre l'Andalousie et d'autres régions, en particulier dans les pays en développement. Malgré la décentralisation de l'Espagne depuis 1978, les gouvernements locaux sont toujours confrontés à des défis pour assurer un **accès équitable et durable aux services de base**.
59. Le Président a fait valoir que les gouvernements locaux assument souvent des responsabilités qui ne leur sont pas formellement attribuées, ce qui entraîne une augmentation des charges sans soutien financier correspondant. Il a souligné l'importance du **financement local**, qui est souvent négligé dans les débats budgétaires nationaux et régionaux, en particulier dans les zones rurales où le vieillissement de la population et le dépeuplement posent des défis supplémentaires. Les services de base, tels que l'approvisionnement en eau, la collecte des déchets et l'aide sociale, sont essentiels pour maintenir les populations dans les zones rurales.
60. À Jaén, premier producteur mondial d'huile d'olive, les gouvernements locaux gèrent également des services sociaux essentiels tels que l'aide à domicile pour les personnes âgées et dépendantes. Le Président a appelé à une plus grande reconnaissance et à un meilleur financement des gouvernements locaux afin qu'ils puissent fournir des services durables et promouvoir la **cohésion territoriale**. Il a souligné la nécessité de disposer d'infrastructures adéquates, en particulier dans les zones rurales, pour attirer les professionnel·le·s et garantir des services de qualité. Il a regretté le manque d'implication des gouvernements locaux dans les grandes conférences internationales, telles que la **Conférence sur le financement du développement**, malgré leur rôle vital dans la mise en œuvre des ODD. Il a invité les participant·e·s au **Forum mondial sur le développement économique local** qui se tiendra à Séville en avril 2025, où les discussions porteront sur le financement, le **développement territorial** et les **politiques de soins**.



61. **Mme Wobine Buijs, maire d'Oss**, a souligné les défis auxquels la ville est confrontée, notamment l'adaptation au **changement climatique**, les difficultés économiques et les ressources limitées. Oss, située dans une zone de basse altitude du delta européen, est confrontée à des menaces d'inondation et aux conséquences de systèmes obsolètes. La dépendance du pays à l'égard des revenus tirés des combustibles fossiles, en particulier du gaz, a laissé la ville aux prises avec des contraintes financières à mesure que les revenus du gaz diminuent.
62. Elle a souligné la nécessité de **remodeler la ville de manière durable**, en se concentrant sur la transition de systèmes obsolètes vers un avenir plus résilient. Cependant, Oss est confrontée à des limitations dues à une petite base fiscale, à une population vieillissante et à un nombre insuffisant de jeunes, ce qui entraîne des **coûts de santé** importants. L'ambition de la ville d'atteindre les ODD motive ses efforts pour transformer Oss en une ville durable, malgré les défis financiers et sociaux. Un élément clé de cette transformation est la construction d'une **société civile résiliente**, où les citoyen·ne·s participent activement au soutien de la communauté. Par exemple, **les centres communautaires** jouent un rôle essentiel dans la prise en charge des personnes âgées, et les citoyen·ne·s participent à la gestion des déchets, en les triant pour réduire les coûts et promouvoir les énergies renouvelables.
63. Pour aller de l'avant, Oss investit dans l'énergie éolienne, encourageant les citoyen·ne·s et les entreprises locales à collaborer à des projets d'éoliennes pour la production d'énergie renouvelable. La Maire a souligné l'importance de l'**inclusion**, en insistant sur la nécessité d'**impliquer les femmes à tous les niveaux de la société**, en reconnaissant leur valeur pour contribuer à la transformation de la société. Elle a conclu en soulignant l'importance de l'autonomisation des femmes en tant que priorité mondiale, parallèlement à la lutte contre la crise climatique.
64. **M. Anthony Berthelot, conseiller métropolitain de Nantes Métropole**, copréside le Conseil politique sur les Opportunités pour toutes et tous : Redéfinir des finances et l'économie pour l'égalité, aux côtés du maire de Montevideo. Il a souligné l'objectif du Conseil qui est d'établir une feuille de route et des recommandations pour les prochains sommets mondiaux afin de défendre les intérêts des gouvernements locaux. Il a insisté sur la nécessité de **changer les pratiques** aux niveaux mondial et local pour atteindre les ODD. Au niveau mondial, il a appelé à redéfinir l'architecture du financement, en particulier en s'attaquant aux **inégalités croissantes entre le Nord et le Sud**. Les impacts **des événements climatiques et des conflits** exacerbent ces disparités, rendant urgente la recherche de solutions de financement équilibrées. Il a souligné le potentiel du financement privé et de la **responsabilité sociale des entreprises** en tant qu'éléments importants à explorer davantage.
65. Au niveau local, il s'est fait l'écho du président du Conseil provincial de Jaén en soulignant les responsabilités majeures qui incombent aux gouvernements locaux dans la fourniture de services essentiels, souvent sans ressources suffisantes. Il a souligné l'importance de l'**autonomie financière des villes et des régions**, qui leur permet de répondre efficacement aux besoins de leurs habitant·e·s. Il a également fait remarquer que les **investissements publics** sont essentiels pour relever les défis climatiques, car ils apportent des avantages à long terme aux communautés.
66. Le Conseiller métropolitain a exhorté les participant·e·s à faire part de leurs idées au Conseil politique afin de contribuer à l'élaboration de recommandations conformes à leurs ambitions communes en matière de développement durable et inclusif. Ces contributions seront essentielles pour garantir les moyens financiers nécessaires aux gouvernements locaux pour **agir efficacement sur leurs territoires**.
67. **Mme Céline Papin, adjointe au maire de Bordeaux**, a souligné l'importance de l'**économie sociale et solidaire** pour répondre à des questions telles que l'égalité des économies et des soins, en particulier grâce à des modèles tels que l'**entrepreneuriat**

**social** et les **coopératives**. Elle a souligné que ce modèle économique place l'utilité sociale, la coopération et l'ancrage territorial au centre de ses préoccupations, offrant ainsi une forme de **gouvernance collective**. Elle a noté que l'économie sociale et solidaire a acquis une reconnaissance internationale grâce à une résolution de l'ONU qui reconnaît sa contribution à la réalisation des ODD. Elle a souligné que cette économie est un véhicule important pour reconnaître et formaliser les contributions des femmes, qui sont principalement impliquées dans ce secteur mais dont le travail reste souvent sous-évalué. L'économie sociale et solidaire promeut une **économie qui sert les personnes plutôt que le profit** et a un grand potentiel de développement, bien qu'elle soit actuellement confrontée à des défis en raison de l'**absence d'un cadre juridique** dans de nombreux pays, ce qui entrave son plein déploiement.

68. Un autre défi majeur est l'accès au financement, en particulier auprès des **banques de développement**, pour soutenir les projets d'ESS. L'adjointe au maire a invité les participant·e·s à engager ces discussions lors du prochain Forum mondial sur le développement économique local à Séville, où Bordeaux sera représentée dans le cadre de la présidence du **Forum mondial sur l'économie sociale et solidaire**. Elle a également lancé une invitation à participer au Forum mondial sur l'économie sociale et solidaire, prévu à Bordeaux du 29 au 31 octobre 2025, en soulignant l'importance de la participation des autorités locales.
69. Enfin, l'adjointe au maire a mentionné la réactivation de **la Communauté de pratiques de CGLU sur l'économie sociale et solidaire**, au sein du Conseil politique sur Redéfinir les finances et l'économie pour l'égalité, afin de formaliser davantage les discussions sur l'économie sociale et solidaire, en particulier en préparation du Forum de 2025. Elle a encouragé les contributions à l'appel à participation, qui reste ouvert jusqu'au 20 décembre.
70. **M. Mohamed Sefiani, maire de Chefchaouen et envoyé spécial de CGLU pour les systèmes alimentaires**, a souligné le lien étroit entre le développement économique local et les **villes intermédiaires**, en insistant sur le rôle essentiel que jouent ces villes dans la promotion de la **connexion entre l'urbain et le rural**. Il a mentionné le prochain **Forum mondial des villes intermédiaires**, prévu les 22 et 23 janvier 2025 à Cuenca, en Équateur, comme la troisième édition de cet événement important. Le Forum, qui s'est déjà tenu à Chefchaouen, au Maroc (2018) et à Kütahya, en Turquie (2021), abordera des thèmes clés tels que les **systèmes alimentaires**, le **développement des talents**, la **démocratie locale** et la **participation des citoyen·ne·s**.
71. L'Envoyé spécial a fait le lien entre cet événement et le Forum mondial sur le développement économique local, soulignant l'importance du développement économique local dans les villes intermédiaires. Il a souligné la collaboration en cours avec le président de FAMSI et la promotion de la **Déclaration de Cuenca** lors du Forum sur le développement économique local. Ces discussions contribueront également au Forum social mondial de l'année prochaine.
72. En tant que coprésident du Conseil politique sur Reconquérir les biens communs, l'Envoyé spécial a mis l'accent sur des questions essentielles telles que les systèmes alimentaires, le **logement** et l'**eau**. Ces thèmes, initiés lors du renouvellement du Conseil politique à Konya l'année dernière, continuent de guider la stratégie de CGLU. Il a conclu en soulignant la nécessité de débats constructifs et efficaces pour faire avancer le travail et les objectifs de CGLU.
73. **M. Hassan Hmani, adjoint au maire de Nanterre**, a parlé du **Forum des autorités locales de périphérie (FALP)**, qui a repris sous sa nouvelle édition. Le FALP est coprésidé par Nanterre et São Leopoldo, aux côtés du maire d'**Esteban Echevarria**. Le FALP est **un réseau de villes de banlieue** du monde entier, constitué pour relever des

défis communs tels que le **logement**, la **transition écologique**, l'accueil de **nouvelles populations** et la **violence urbaine**.

74. Il a souligné que ces questions sont communes aux villes de périphérie du monde entier, de Paris à Dakar et au-delà, et que le FALP permet aux villes de partager leurs expériences et de collaborer à la recherche de solutions. Le Forum se concentre sur la promotion de **zones urbaines justes, équitables et inclusives**, où **les centres et les périphéries** travaillent ensemble sans marginalisation, en vue d'une **gouvernance partagée** qui profite à tous.
75. L'adjoint au maire a souligné que les villes de périphérie ne devraient pas être considérées comme problématiques, mais plutôt comme une partie de la solution aux défis mondiaux lorsqu'elles travaillent en collaboration avec d'autres zones urbaines. Il a lancé une invitation au prochain FALP à Esteban Echevarria, prévu du 4 au 6 décembre de cette année, où les villes continueront à discuter des problèmes rencontrés par les zones de périphérie et de la manière de mettre en œuvre des solutions en collaboration. Il a conclu en réaffirmant l'importance d'**inclure la périphérie dans les solutions urbaines mondiales et locales**.
76. **M. Ferdinand Beer, ambassadeur volontaire des Nations unies aux Pays-Bas et en Indonésie**, a souligné le rôle des dirigeant·e·s locaux et locales dans la conduite des **économies émergentes** en conflit ou en crise socio-économique vers l'égalité. Il a souligné le besoin de politiques qui s'alignent sur les ODD, en se concentrant sur des modèles financiers alternatifs, durables et inclusifs pour construire des systèmes financiers résilients qui **responsabilisent les communautés** et garantissent que personne n'est laissé pour compte.
77. Il a proposé quatre solutions clés pour promouvoir la paix et la stabilité économique. Premièrement, il a appelé à une **reconstruction économique locale inclusive** par le biais d'investissements dans les industries, l'agriculture et les infrastructures locales afin de créer des emplois et des opportunités d'entrepreneuriat. Deuxièmement, il a insisté sur la nécessité de tirer parti de **modèles financiers alternatifs**, tels que le microfinancement, les entreprises sociales et l'investissement à impact, afin de promouvoir une croissance durable. Troisièmement, il a insisté sur l'adoption de **politiques économiques axées sur la paix** et fondées sur la **résolution des conflits**.
78. La quatrième solution consiste à **s'appuyer sur des cadres mondiaux** tels que les ODD afin de se concentrer sur des domaines essentiels à la reconstruction, tels que la réduction de la pauvreté, l'éducation et l'énergie propre. Il a conclu en soulignant qu'en plaçant les communautés locales au cœur de l'élaboration des politiques, même les nations confrontées à des défis importants, comme le Myanmar, peuvent reconstruire leurs économies et créer des voies vers la paix et la prospérité.
79. Lors de la **conclusion du débat politique**, les intervenant·e·s du panel ont souligné l'importance cruciale de l'**économie sociale et du financement** en tant qu'éléments centraux de la gouvernance locale. Il y a eu un fort consensus sur la nécessité de soutenir les efforts de plaidoyer dans les plateformes mondiales, telles que les conférences des Nations unies et avec les partenaires de développement, afin de s'assurer que les cadres de mise en œuvre des agendas mondiaux soient révisés pour mieux servir les gouvernements locaux. Le rôle des gouvernements locaux a été réaffirmé comme étant la première et la plus directe forme de gouvernance pour les citoyen·ne·s. Il a été souligné que les autorités locales doivent jouer un rôle de premier plan dans la prise de décisions au niveau mondial, en particulier dans les discussions sur l'inclusion et la durabilité.
80. La nécessité de partenariats entre les différents niveaux de gouvernement, les institutions financières internationales et la société civile pour garantir un **financement durable des services essentiels**, en mettant l'accent sur la **transparence**, le

**dialogue et la participation des communautés locales**, a été l'un des principaux enseignements tirés de ce débat.

81. Deux grandes priorités ont été mises en évidence : la **lutte contre le changement climatique** par le développement des infrastructures nécessaires, qui requiert des ressources considérables, et la **priorité accordée aux politiques de soins**, qui sont essentielles à la construction de sociétés plus justes et équitables, en lien avec la justice sociale et l'objectif de développement durable n° 16. Des solutions créatives par le biais d'une gouvernance à plusieurs niveaux et de partenariats avec le secteur privé et la société civile ont été considérées comme cruciales, ainsi que le potentiel des économies solidaires en tant que modèle de développement alternatif.
82. L'importance de prendre en compte la **dynamique rurale, l'évolution démographique** et les **besoins spécifiques des femmes, des personnes âgées et des jeunes** dans les politiques infranationales a été soulignée. La réunion s'est conclue par un appel pressant à donner aux gouvernements locaux un rôle clé dans l'élaboration de la nouvelle architecture financière. Cette architecture doit fournir les ressources nécessaires aux infrastructures climatiques et aux systèmes de soins, et il est essentiel d'engager les **organismes financiers multilatéraux** dans ces discussions, d'autant plus que ce débat s'intensifiera au cours de l'année à venir.
83. **Mme Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU**, a clôturé la session en rappelant l'importance de débats comme celui-ci pour la **construction d'un récit commun**, avant les sessions statutaires du Bureau exécutif et du Conseil mondial. Elle a ensuite invité les participant·e·s à regarder une vidéo sur le Forum mondial sur le développement économique local.

## **Débat politique : Les tendances qui façonnent l'avenir de la gouvernance locale, 10 octobre 2024**

*Premier panel modéré par Ikenna Azuike*

*Intervenant·e·s :*

- **Casper van der Berg**, professeur à l'université de Leiden
- **Sharon Dijksma**, maire d'Utrecht et présidente de VNG

*Deuxième panel modéré par Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU*

*Intervenants :*

- **Rafael Tuts**, directeur de la division des solutions globales d'ONU-Habitat
- **Donald Locke**, conseiller principal de l'unité de diplomatie infranationale du département d'État américain
- **Luis Barcala**, maire d'Alicante
- **Issa Kassis**, maire de Ramallah

84. **M. Ikenna Azuike** a ouvert la session en présentant le débat politique de la journée, axé sur la manière dont les gouvernements locaux et régionaux peuvent ouvrir la voie à la **transformation des systèmes, des infrastructures et des récits** afin de relever les défis mondiaux. La session comprenait différents panels, et M. Azuike a modéré le premier, orientant le débat en incitant les intervenant·e·s à explorer des solutions pratiques pour **transformer la gouvernance locale** et relever les défis mondiaux. Il a souligné la nécessité d'une **prise de décision apolitique** au niveau local et a soutenu les **partenariats internationaux** pour aider à renforcer les solutions locales.
85. **M. Caspar van der Berg, professeur à l'université de Leiden**, a présenté une vue d'ensemble des gouvernements locaux néerlandais, soulignant l'existence de 342 municipalités de taille variable, allant de petites populations comme Schiermonnikoog avec moins de 1 000 habitant·e·s à Amsterdam avec 930 000 habitant·e·s. Quelle que soit sa taille, chaque municipalité gère une série de tâches en **collaboration avec le gouvernement central** et par le biais de ses **fonctions autonomes** dans des domaines tels que l'**aménagement du territoire**, la **politique économique** et les

**services publics.** Il a souligné que si les gouvernements locaux jouent un rôle important, de nombreuses questions, telles que les fractures sociales et le développement durable, requièrent des **efforts de collaboration** entre les gouvernements locaux et centraux.

86. Il a également évoqué la **décentralisation des services sociaux** en 2015, dans le cadre de laquelle des responsabilités telles que l'**aide à la jeunesse, le travail et les revenus, et les soins aux personnes âgées** ont été transférées aux gouvernements locaux. Toutefois, le gouvernement central n'a pas entièrement financé ces tâches, ce qui a entraîné d'importants déficits budgétaires. Il a souligné qu'il s'agissait d'une inadéquation décevante entre des responsabilités accrues et des ressources financières réduites.
87. Malgré les défis, le professeur Van der Berg a noté la force des gouvernements locaux dans des domaines non politisés tels que la durabilité, les **villes vertes** et les **initiatives en matière de santé**. Il a souligné que les gouvernements locaux produisent souvent plus de stabilité et de solutions concrètes que les gouvernements nationaux, en particulier lorsqu'ils restent concentrés sur la collaboration au-delà des clivages politiques.
88. Il a souligné l'importance des **collaborations à forte intensité de connaissances entre les gouvernements locaux et les universités** pour relever des défis complexes. Il a cité des exemples tels que le campus de l'université de Leiden à La Haye, qui permet aux étudiant·e·s et aux universitaires de s'attaquer aux problèmes socio-économiques dans les quartiers locaux. Cette collaboration promeut la science citoyenne, permettant de réelles améliorations communautaires et des résultats en matière de santé.
89. Enfin, le professeur Van der Berg a encouragé les dirigeant·e·s locaux et locales à rester actifs au niveau international, car un tel engagement apporte de nouvelles idées et solutions aux problèmes locaux. Il a reconnu que les dirigeant·e·s locaux et locales peuvent parfois être confronté·e·s au scepticisme, mais les avantages pratiques de ces échanges mondiaux deviennent évidents grâce à la mise en œuvre locale et à l'**impact sur la communauté**. Il a plaidé pour un renforcement des liens internationaux afin de relever les défis à grande échelle et de favoriser le développement local.
90. **Mme Sharon Dijksma, maire d'Utrecht et présidente de l'Association des municipalités néerlandaises (VNG)**, a mis l'accent sur les préoccupations relatives à l'**État de droit** aux Pays-Bas, évoquant un incident récent au cours duquel le maire d'Amsterdam a été prié de quitter le pays par une faction parlementaire, ce qui illustre les tensions politiques croissantes. Elle a souligné que les gouvernements locaux sont confrontés à des défis majeurs, tels que la **division sociale, l'augmentation de la pauvreté, le manque de logements abordables** et le **vieillessement de la population qui a besoin de soins**. Ces pressions sont aggravées par l'insuffisance du soutien national et la pénurie de main-d'œuvre.
91. Elle a identifié trois besoins essentiels : une **vision commune** de l'avenir, des **ressources financières** suffisantes pour mettre en œuvre les politiques (d'autant plus que la décentralisation coïncide souvent avec des coupes budgétaires) et un soutien aux gouvernements locaux pour qu'ils restent **indépendants des influences politiques**. Elle a également partagé un exemple réussi de la **transformation de la mobilité durable** à Utrecht, qui a fait de la ville la plus accueillante pour les motards dans le monde.
92. La Maire a appelé à une plus grande collaboration entre les gouvernements locaux, les citoyen·ne·s et les autres parties prenantes pour relever les défis mondiaux, tels que le changement climatique. Elle a plaidé pour un **changement de paradigme dans la politique internationale**, où les gouvernements locaux se voient attribuer un rôle plus

important dans la prise de décisions, arguant que les solutions locales sont souvent la clé des problèmes mondiaux. Enfin, elle a souligné la nécessité de l'**engagement des jeunes** dans les processus de prise de décisions, notant l'initiative d'Utrecht visant à impliquer les jeunes dans l'élaboration de l'agenda international, en particulier autour du Pacte de l'ONU pour l'avenir. Elle a partagé sa conviction que les gouvernements locaux devraient avoir un **siège à la table internationale** pour mieux accéder au financement et influencer la politique mondiale, en particulier en ce qui concerne l'action climatique.

93. **Mme Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU**, a évoqué le rôle central joué par les gouvernements locaux pendant la pandémie, en soulignant la façon dont ils se sont rapidement adaptés à leurs nouvelles responsabilités. Elle a noté qu'en dépit de l'efficacité de leur réponse, il y a eu, après la pandémie, une **recentralisation** du pouvoir, les gouvernements locaux perdant plutôt que gagnant des compétences.
94. Elle a souligné que **les défis mondiaux nécessitent des solutions collaboratives**, car les villes sont interconnectées et leurs problèmes - comme le changement climatique et le logement - dépassent les frontières. Ces questions, telles que le changement climatique et le logement, ne peuvent être ignorées, car elles ont une incidence sur les droits humains fondamentaux et contribuent à l'**instabilité sociale** si elles ne sont pas traitées. La Secrétaire générale a appelé à la **transformation des systèmes de gouvernance** qui ne sont plus adaptés au monde d'aujourd'hui, en plaidant pour que les gouvernements locaux aient **une voix plus forte dans les dialogues internationaux**. Elle a souligné l'importance d'inclure les perspectives locales dans l'équation mondiale, qualifiant les cadres de gouvernance actuels de dépassés.
95. La Secrétaire générale a également insisté sur **la patience et la persévérance**, qualités essentielles pour faire avancer les intérêts des gouvernements locaux. Elle a souligné la nécessité d'**engagements concrets** de la part des gouvernements locaux afin de démontrer que les solutions locales constituent le fondement de la résolution des problèmes mondiaux. Elle a fait part de sa conviction que les solutions à des questions telles que la gouvernance, la fourniture de services et les emplois futurs doivent commencer au niveau local. Enfin, elle a souligné que les gouvernements locaux devraient cesser de se considérer comme de simples exécutants de décisions mondiales, et plutôt comme des **acteurs clés dans l'élaboration des politiques mondiales**.
96. Mme Saiz s'est félicitée de la conversation engageante qui s'est déroulée précédemment et a modéré le deuxième panel du débat, en saluant la présence de Raf Tuts d'ONU-Habitat, en reliant la conversation au rôle d'ONU-Habitat en tant que partenaire essentiel dans le traitement des questions de décentralisation et de gouvernance multi-niveaux.
97. **M. Rafael Tuts, directeur de la division des solutions globales à ONU-Habitat**, a souligné l'importance de la gouvernance locale pour relever les défis mondiaux, en particulier dans le contexte du **Pacte pour l'avenir** et des événements à venir tels que le **Forum urbain mondial**. Il a souligné que **le changement commence au niveau local** et peut influencer les politiques nationales et mondiales. Il a donné des exemples d'intégration réussie de la gouvernance locale, tels que les politiques de logement de Vienne, les réformes des quartiers informels du Brésil et la réponse de la ville du Cap à la sécheresse, qui a influencé les politiques nationales en matière d'eau.
98. Il a mis l'accent sur des défis majeurs tels que la **gestion durable des terres** et le rôle des **villes intelligentes**. Il a plaidé pour des **villes intelligentes centrées sur les personnes**, qui donnent la priorité aux ODD plutôt qu'aux simples avancées technologiques, et a appelé les gouvernements locaux à mener des efforts **de densification et de planification urbaine** pour la durabilité future.
99. En outre, le directeur a discuté de la nécessité de **réformer l'architecture financière internationale** afin de mieux soutenir les gouvernements locaux dans la réalisation des ODD. Avec la **Conférence sur le financement du développement** prévue en juin

2025 à Séville, il a souligné l'opportunité de faire de la finance locale un domaine d'intérêt. Enfin, il a mentionné la **Coalition Locale 2030**, qui vise à garantir que les besoins des gouvernements locaux soient intégrés dans les priorités des Nations unies d'ici 2030, améliorant ainsi leur rôle dans la réalisation des ODD.

100. **M. Donald Locke, conseiller principal de l'unité de diplomatie infranationale du département d'État américain**, a souligné l'initiative du gouvernement américain, sous la direction du président Joe Biden, visant à **faire en sorte que la politique étrangère des États-Unis profite aux citoyen-ne-s de tout le pays**, et pas seulement des grandes villes ou de la capitale. L'unité de diplomatie infranationale a été créée pour impliquer les dirigeant·e-s locaux et locales et tenir compte de leurs préoccupations dans la politique étrangère. Il a souligné trois objectifs principaux : **engager les dirigeant·e-s locaux et locales** à comprendre les défis mondiaux auxquels ils et elles sont confronté·e-s et à les intégrer dans la politique étrangère nationale ; **encourager les maires américains à participer à l'échelle mondiale**, notamment par l'intermédiaire d'organisations telles que **CGLU**, afin de promouvoir la collaboration internationale ; et **faciliter l'engagement au niveau local** par l'intermédiaire des ambassades et des consulats américains afin de faire progresser les initiatives diplomatiques de manière plus efficace.
101. Il a souligné que des questions telles que le **changement climatique**, la **migration**, le **vieillissement des communautés** et l'**investissement étranger** sont des préoccupations locales clés ayant des implications mondiales. Il a également reconnu que l'un des défis consiste à convaincre les électeurs locaux de la **valeur de l'engagement international** de leurs maires, qui sont souvent critiqué·e-s pour se concentrer sur des questions externes plutôt que sur des problèmes locaux. Cependant, il a souligné que l'engagement international apporte de nouvelles perspectives et des solutions qui peuvent bénéficier aux communautés locales.
102. **M. Luis Barcala, maire d'Alicante**, a souligné l'importance d'aborder toutes les questions affectant la gouvernance locale, et de ne pas se concentrer sur quelques sujets isolés comme le changement climatique. Il a mis en exergue plusieurs défis majeurs auxquels sont confrontés les gouvernements locaux, notamment un **déficit démocratique**, un **manque de transparence**, des **ressources financières insuffisantes** et une rivalité entre les gouvernements locaux et les gouvernements nationaux. Il a souligné que les administrations locales sont souvent considérées comme une main-d'œuvre bon marché pour les gouvernements nationaux et qu'elles sont confrontées à des difficultés dues à des outils de gestion inefficaces et à un manque de soutien financier.
103. Il a appelé à une meilleure application des **principes et valeurs démocratiques** dans la gouvernance, au renforcement des systèmes juridiques et à la transparence pour **lutter contre la corruption** et les organisations criminelles. Il a également souligné l'importance de la **collaboration entre les secteurs public et privé**, car aucune administration ne peut résoudre seule les problèmes mondiaux.
104. Le Maire a donné un exemple de la façon dont Alicante utilise l'**intelligence artificielle**, en développant un assistant virtuel nommé Simon pour lutter contre la solitude chez les personnes âgées. Il a insisté sur la nécessité d'organiser de vastes forums pour relever les différents défis et a appelé à la participation officielle de CGLU à des plateformes mondiales telles que le prochain Forum de Séville.
105. Le Maire a conclu que les gouvernements locaux devaient s'unir et s'exprimer, car l'union fait la force face aux problèmes mondiaux.
106. **M. Issa Kassis, maire de Ramallah**, a souligné la relation étroite entre les gouvernements locaux et la société, en insistant sur le fait que cette relation apporte de la valeur aux gouvernements centraux. Il a noté que si la participation aux élections est

souvent faible, en particulier chez les jeunes, cela reflète un sentiment plus large à l'égard des gouvernements centraux plutôt que des administrations locales. Il a souligné que les gouvernements locaux progressistes peuvent tisser des liens solides avec les communautés et servir d'exemple, en particulier dans les **petites sociétés autodéterminées**. Il a indiqué que les gouvernements locaux sont bien placés pour comprendre et répondre aux besoins de la société grâce à une **courbe d'apprentissage**, créant ainsi une **synergie** entre la gouvernance locale et la gouvernance centrale.

107. Le Maire a également souligné un défi important : le **manque d'engagement des jeunes**. En effet, 63 % de la population de Ramallah est jeune, mais le taux de participation électorale parmi les jeunes est faible. Pour y remédier, son administration a engagé le dialogue avec les jeunes, en se concentrant sur des domaines tels que la **numérisation** et la création de **centres d'innovation** et d'espaces pour les activités entrepreneuriales. Il a fait part de sa conviction que ces efforts contribuent à attirer la participation des jeunes et à intégrer leurs besoins dans la gouvernance locale, tandis que les ODD fournissent un cadre pour l'innovation et l'apprentissage mondial.
108. Il a souligné l'importance de **localiser les ODD** pour les adapter au contexte culturel et sociétal spécifique, notant qu'une approche unique ne fonctionne pas. Les gouvernements locaux progressistes doivent adapter les ODD à leur contexte local, tandis que les gouvernements plus traditionnels peuvent être moins enclins à innover.
109. Enfin, le Maire a évoqué les **défis posés par le leadership local**, tels que la négativité de la société et la gestion des attentes. Il a décrit l'équilibre délicat entre la collaboration entre le gouvernement local et le gouvernement central, soulignant que les gouvernements locaux doivent s'adapter rapidement pour atteindre des objectifs communs, malgré des ressources financières limitées. Il a comparé ce processus à un « changement de peau », douloureux mais finalement bénéfique.
110. **Mme Wobine Buijs, maire d'Oss**, a pris la parole et a exprimé son admiration pour les différentes perspectives partagées par les panélistes. Elle a souligné l'importance pour les gouvernements locaux de sortir de leur bulle et de reconnaître que les défis rencontrés ne sont pas toujours purement gouvernementaux. Selon elle, l'un des rôles clés des gouvernements locaux n'est pas seulement d'écouter les citoyen·ne·s, mais aussi de les aider à s'adapter et à s'appropriier les problèmes comme s'ils étaient les leurs. Elle a souligné la nécessité pour les gouvernements locaux de **créer des plateformes et une culture de l'appropriation** qui aille au-delà des initiatives gouvernementales, en particulier lorsque les ressources sont limitées. Cette approche, a-t-elle souligné, est cruciale pour **libérer le potentiel** des citoyen·ne·s et pour traiter les ODD.
111. La Maire a fait l'éloge de Baltimore pour son leadership dans le **Pacte de Milan sur la politique alimentaire urbaine**, notant que si la politique alimentaire n'est peut-être pas une question majeure dans sa propre ville, elle est essentielle dans d'autres contextes urbains, et Baltimore donne un excellent exemple en matière d'**accessibilité à la nourriture**. Enfin, elle a pris acte des préoccupations du maire d'Alicante concernant l'influence des communautés criminelles et de la drogue au niveau local, soulignant que les gouvernements locaux doivent être vigilants quant à l'origine des financements et aux sponsors des activités communautaires, telles que les clubs sportifs locaux. Elle a conclu en soulignant la bataille quotidienne à laquelle les autorités locales sont confrontées pour traiter ces questions.
112. **Mme Emilia Saiz** a remercié toutes et tous les participant·e·s pour leurs réflexions et a souligné en particulier l'importance du partenariat entre ONU-Habitat et CGLU, ainsi que la **Global Taskforce**. Elle a souligné la nécessité de **renforcer le dialogue international** dans les domaines où la présence des gouvernements locaux a été plus faible, en particulier pour soutenir la **localisation des ODD**.



113. Elle a noté que les discussions qui ont eu lieu façonneront les délibérations futures du Conseil mondial, y compris le programme de travail et la stratégie pour le **financement du développement**. La Secrétaire générale a mentionné l'initiative de la **Coalition locale sociale**, qui impliquera un partenariat avec la société civile et créera une plateforme de dialogue structurel. Cette initiative débouchera sur des **engagements concrets** qui seront présentés au **Sommet social mondial**, garantissant ainsi que la mise en œuvre du Pacte pour l'avenir des Nations unies soit étroitement alignée sur les communautés locales. Le Sommet social, a-t-elle conclu, sera particulièrement important pour rétablir **la confiance et le dialogue** et **renforcer les démocraties**.

## Point 4

### Adhésions approuvées

#### POUR LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET REGIONAUX

➤ **CGLU-ASPAC :**

---

**MUNICIPALITÉ DE JHENAIDAH** (*Bangladesh*)

---

➤ **CGLU-ASPAC et CGLU-Métropolitain :**

---

**VILLE DE SHIJIAZHANG** (*Chine*)

---

---

**VILLE DE MEDAN** (*Indonésie*)

---

---

**VILLE DE SEJONG** (*République de Corée*)

---

➤ **CGLU-Amérique latine (via Mercociudades) :**

---

**MUNICIPALITÉ DE QUILMES** (*Argentine*)

---

---

**MUNICIPALITÉ DE VICENTE LÓPEZ** (*Argentine*)

---

➤ **CGLU-MEWA :**

---

**AL AREDAH ALJDEDAH MUNICIPALITY** (*Jordanie*)

---

---

**MUNICIPALITÉ D'AL MIRAD** (*Jordanie*)

---

---

**MUNICIPALITÉ D'AL TAIBEH** (*Jordanie*)

---

---

**Municipalité de BANI OBEID** (*Jordanie*)

---

---

**MUNICIPALITÉ DE FUHEIS** (*Jordanie*)

---

---

**MUNICIPALITÉ DE MUATH BIN ABAL** (*Jordanie*)

---

---

**MUNICIPALITÉ DE BETHLEHEM** (*Palestine*)

---

---

**IDNA MUNICIPALITY** (*Palestine*)

---

---

**KAFR AQAB MUNICIPALITY** (*Palestine*)

---

---

**MUNICIPALITÉ DE SURIF** (*Palestine*)

---

---

**SAMSUN METROPOLITAN MUNICIPALITY** (*Turquie*)

---

---

**MUNICIPALITÉ DE SANA'A** (*Yémen*)

---

## **POUR LES MEMBRES ASSOCIES**

➤ **CGLU-MEWA :**

---

**CENTRE DE BONNE GOUVERNANCE** (*Jordanie*)

---

**MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION LOCALE** (*Jordanie*)

---

## Point 5

# Calendrier des événements clés 2024-2025

**2024**



### OCTOBRE

21-1<sup>er</sup> nov.  
Cali, Colombie

COP 16 des Nations unies sur la biodiversité : Sommet des Nations unies sur la nature  
26-28 : 8<sup>e</sup> Sommet des gouvernements infranationaux et des villes sur la biodiversité



### NOVEMBRE

1-2  
Punta Cana, Rép. Dominicaine

Sommet latino-américain des conseillers municipaux

4-5  
New York, USA

40<sup>e</sup> réunion ONU-Eau

4-8  
Le Caire, Egypte

Forum urbain mondial

5-7  
Barcelone, Espagne

Congrès mondial Smart City Expo

5-7  
Barcelone, Espagne

Retraite stratégique du CCRE

11-22  
Baku, Azerbaïdjan

29<sup>e</sup> session de la Conférence des parties (COP 29)

16-17  
Rio de Janeiro, Brésil

Sommet Urban 20 de Rio  
À confirmer : 2<sup>e</sup> Sommet Megacities

18-19  
Rio de Janeiro, Brésil

Sommet du G20

22  
Punta Cana, Rép. Dominicaine

Bureau exécutif de FLACMA

25-27  
Cascais, Portugal

10<sup>e</sup> Forum mondial de l'Alliance des civilisations des Nations unies

25 novembre-1<sup>er</sup> décembre  
Busan, Rép. de Corée

Négociations intergouvernementales finales des Nations unies sur les plastiques (INC5)

26-28  
Bobigny, France

Séminaire international « Pour des territoires protecteurs des femmes victimes de violence », coorganisé par le département de Seine-Saint-Denis et la Commission de CGLU sur l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits humains



## DECEMBRE

2-13 Riyad, Arabie Saoudite	Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (COP 16)
4-6 Esteban Echeverría, Argentine	29 <sup>e</sup> Sommet de Mercociudades
9-10 Karlsruhe, Allemagne	Sommet des Leaders du CCRE – Comité politique
9-11 Barcelone, Espagne	4 <sup>e</sup> Forum mondial contre le racisme et la discrimination, coorganisé par l'UNESCO et la ville de Barcelone
À confirmer	Séminaire de CGLU-MEWA

## 2025



## JANVIER

23-24 Cuenca, Equateur	<b>Troisième Forum mondial des villes intermédiaires</b>
---------------------------	--



## FEVRIER

17-21 Barcelone, Espagne	<b>Séminaire et Campus annuel de CGLU</b>
-----------------------------	---



## MARS

10-21 New York, USA	Commission de la condition de la femme (CSW69 / Beijing+30)
Dates à confirmer	Conférence diplomatique finale des Nations unies sur les plastiques
Dates à confirmer	Forum des Nations unies pour la Coopération au développement



## AVRIL

1-4 Séville, Espagne	Forum mondial sur le développement économique local <b>Bureau exécutif de CGLU</b>
-------------------------	---



## MAI

2-5 Montevideo, Uruguay	<b>Forum mondial des villes et territoires de paix</b>
15-17 Gwangju, Rép. de Corée	Forum mondial des villes pour les droits humains
21-26 Córdoba, Argentine	<b>Conférence de l'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP)</b>
Dates à confirmer	Forum international de l'UE sur les villes et les régions



## JUIN

---

2-6  
Genève, Suisse

Plateforme mondiale des Nations unies sur la réduction des risques de catastrophes

9-12  
Nice, France

Troisième conférence des Nations unies sur les océans  
7 : Sommet des villes côtières



## JUILLET

---

30 juin-3 juillet  
Séville, Espagne

Quatrième conférence internationale sur le financement du développement

14-18  
New York, USA

Forum politique de haut niveau

Dates à confirmer  
Jeonju, Rép. de Corée

**Sommet Culture de CGLU**

Dates à confirmer

Sommet UE-Amérique latine-Caraïbes



## SEPTEMBRE

---

9-23  
New York, Etats-Unis

80<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations unies

24-26  
Goyang, Rép. de Corée

10<sup>e</sup> Congrès de CGLU-ASPAC

Dates à confirmer  
Stockholm, Suède

**Remodeler le pouvoir pour l'égalité : La participation politique des femmes et l'avenir de la démocratie,**  
coorganisé par SALAR et CGLU



## OCTOBRE

---

29-31  
Bordeaux, France

7<sup>e</sup> Forum mondial de l'économie sociale et solidaire (GSEF)

Dates à confirmer  
Xi'an, Chine

**Conseil mondial de CGLU**



## NOVEMBRE

---

4-6  
Doha, Qatar

Sommet mondial pour le développement social

10-21  
Brésil

30<sup>e</sup> session de la Conférence des parties (COP 30)



## DECEMBRE

---

1-5  
Le Caire, Egypte

Sommet Africités

8-12  
Nairobi, Kenya

7<sup>e</sup> Assemblée des Nations Unies pour l'environnement